



République de Guinée
Travail-Justice-Solidarité



MINISTRE DES PECHEES, DE L'AQUACULTURE ET DE L'ECONOMIE MARITIME



**PROGRAMME REGIONAL DES PECHEES EN AFRIQUE DE L'OUEST EN GUINEE
(PRAO GN)**

DON IDA : N° 0400 GN

**CONTRAT N° 05/PRAO –GN/C/2017 POUR LA REALISATION DE
L'AUDIT SOCIAL POUR LE PRAO-GN**

RAPPORT FINAL

Janvier 2018

Ibrahima FALL

Consultant en Evaluation Environnementale et Sociale

Tél : (+221) 77 639 07 56 – BP 15 941 Dakar-Fann

Email : papeibrahima@gmail.com

TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX	III
ACRONYMES.....	IV
RÉSUMÉ	A
1. INTRODUCTION	1
1.1. CONTEXTE	1
1.2. OBJECTIF DE L'AUDIT SOCIAL	2
1.2.1. Objectif global	2
1.2.2. Objectifs spécifiques	2
2. MÉTHODOLOGIE.....	4
2.1. RAPPEL DES POINTS DE VÉRIFICATION DE L'AUDIT	4
2.2. MÉTHODOLOGIES DE L'AUDIT SOCIAL	5
3. RÉSULTATS DE L'AUDIT DU PROCESSUS D'INDEMNISATION	8
3.1. ÉVALUATION DU RESPECT DES EXIGENCES LÉGALES ET INSTITUTIONNELLES CONTENUES DANS LE CPR EN TERMES DE MINIMISATION DE LA RÉINSTALLATION.....	8
3.1.1. Rappel du principe	8
3.1.2. Démarche	8
3.1.3. Constats de l'audit	8
3.1.4. Relevé des écarts	8
3.1.5. Evaluation du respect du principe.....	8
3.2. ÉVALUATION DU RESPECT DES EXIGENCES LÉGALES ET INSTITUTIONNELLES CONTENUES DANS LE CPR EN MATIÈRE DE PRÉPARATION ET DE MISE EN ŒUVRE D'UN PLAN DE RÉINSTALLATION	9
3.2.1. Rappel du principe	9
3.2.2. Démarche	9
3.2.3. Constats de l'audit	9
3.2.4. Relevé des écarts	10
3.2.5. Évaluation du respect des exigences légales et institutionnelles contenues dans le CPR en matière de préparation et de mise en œuvre d'un plan de réinstallation	10
3.3. ÉVALUATION DU RESPECT DES EXIGENCES DE LA PO 4.12 EN TERMES D'ÉTABLISSEMENT DE L'ÉLIGIBILITÉ ET LA DATE BUTOIR	10
3.3.1. Rappel du principe	10
3.3.2. Démarche	11
3.3.3. Constats de l'audit	11
3.3.4. Relevé des écarts	12
3.3.5. Evaluation du respect du principe d'éligibilité	12
3.4. ÉVALUATION DU RESPECT DES EXIGENCES DU PLAN DE RÉINSTALLATION EN TERMES D'ENQUÊTES SOCIOÉCONOMIQUES	12
3.4.1. Rappel du principe	12
3.4.2. Constats de l'audit	12
3.4.3. Relevé des écarts	12
3.4.4. Evaluation du respect du principe d'intégration des aspects socioéconomiques.....	12
3.5. ÉVALUATION DU RESPECT DES EXIGENCES DE LA PO 4.12 EN TERMES DE RESPECT DU PRINCIPE D'UNE JUSTE ET PLEINE COMPENSATION	17
3.5.1. Rappel du principe	17
3.5.2. Démarche	17
3.5.3. Constats de l'audit	19
3.5.3.1. Constat sur l'effectif de PAP	19
3.5.3.2. Constat sur les changements de patronymes des PAP	20
3.5.3.3. Constat sur les actifs ou biens impactés	23
3.5.4. Relevés des écarts	33

3.5.5.	<i>Evaluation du respect du principe de juste et pleine compensation.....</i>	33
3.6.	ÉVALUATION DU RESPECT DES EXIGENCES DE LA PO 4.12 EN TERMES DE CONSULTATION DU PUBLIC ET DE PROCESSUS PARTICIPATIF	34
3.6.1.	<i>Rappel du principe</i>	34
3.6.2.	<i>Démarche</i>	34
3.6.3.	<i>Constats de l'audit</i>	34
3.6.4.	<i>Relevés des écarts</i>	34
3.6.5.	<i>Evaluation du respect du principe de consultation et de processus participatif.....</i>	35
3.7.	ÉVALUATION DU RESPECT DES EXIGENCES DE LA PO 4.12 EN TERMES DE PROCÉDURES DE RECOURS	35
3.7.1.	<i>Rappel du principe</i>	35
3.7.2.	<i>Démarche</i>	35
3.7.3.	<i>Constats de l'audit</i>	35
3.7.4.	<i>Relevés des écarts</i>	36
3.7.5.	<i>Evaluation du respect des procédures de recours.....</i>	36
3.8.	ÉVALUATION DU RESPECT DES EXIGENCES DE LA PO 4.12 EN MATIÈRE DE SUIVI-ÉVALUATION	36
3.8.1.	<i>Rappel du principe</i>	36
3.8.2.	<i>Démarche</i>	36
3.8.3.	<i>Constats de l'audit</i>	37
3.8.4.	<i>Relevé des écarts</i>	37
3.8.5.	<i>Evaluation du respect du principe d'intégration des aspects socioéconomiques.....</i>	37
4.	PROPOSITION DE MISE EN CONFORMITÉ À INCORPORER DANS LE PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION À PRÉPARER	43
5.	RECOMMANDATIONS.....	48
6.	LISTE DES ANNEXES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
	ANNEXE 1 : TERMES DE RÉFÉRENCE DU CONSULTANT POUR L'AUDIT SOCIAL.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
	ANNEXE 2 : AVIS ET COMMUNIQUÉ DU SOUS-PRÉFET DE DOUPROU PORTANT SUR LE RECENSEMENT ET LA DATE BUTOIR.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
	ANNEXE 3 : PV DE MISE EN PLACE DU COMITÉ DE GESTION DES GRIEFS (CGG)	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
	ANNEXE 4 : RAPPORT N°1 DU COMITÉ DE GESTION DES GRIEFS (CGG)	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
	ANNEXE 5 : RAPPORT N°2 DU COMITÉ DE GESTION DES GRIEFS (CGG)	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
	ANNEXE 6 : PV DE LA RÉUNION D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION DES COMMUNAUTÉS ET PERSONNES AFFECTÉES PAR LE PROJET D'AMÉNAGEMENT DU DÉBARCADÈRE DE KOUKOUDE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
	ANNEXE 7 : PV DE LA RÉUNION DE CONSULTATION DU PUBLIC MENÉE PAR L'AUDITEUR	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
	ANNEXE 8 : LISTE D'ÉMARGEMENT DES PERSONNES INDEMNISÉES PAR LE PRAO-GN	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

Liste des tableaux

TABEAU 1 : SOUS PROJETS FINANCES PAR LE PRAO-GN DANS LE CADRE DE L'AMENAGEMENT DU DEBARCADERE DE KOUKOUDE.....	2
TABEAU 2 : STATUT DES PAP DANS LEUR MENAGE	13
TABEAU 3 : STATUT DES PAP DANS LEUR MENAGE SELON LE SEXE	13
TABEAU 4 : NOMBRE DE PERSONNES VIVANT DANS LES MENAGES SELON LA CATEGORIE DE PAP	14
TABEAU 5 : REPARTITION DES PAP SELON LA NATIONALITE	14
TABEAU 6 : REGIME MATRIMONIAL DES PAP SELON LA CATEGORIE	14
TABEAU 7 : NIVEAU D'INSTRUCTION DES PAP	15
TABEAU 8 : HANDICAP CHEZ LES PAP	15
TABEAU 9 : LISTE DES PAP VULNERABLES.....	16
TABEAU 10 : INFORMATIONS SUR LES 02 DOUBLONS RELEVES DANS LE RECENSEMENT DU PRAO-GN	19
TABEAU 11 : TABLEAU COMPARATIF DU NOMBRE DE PAP SUITE AU RECENSEMENT DU PARO-GN ET CELUI DE L'AUDITEUR.....	19
TABEAU 12 : REPARTITION DES PAP PAR CATEGORIE DE PERTE ET PAR SITE	20
TABEAU 13 : REPARTITION DES PAP SELON LE STATUT DE PROPRIETE DE PETITS MAGASINS ET COMMERCE DIVERS	20
TABEAU 14 : TABLEAU ILLUSTRATIF DES CHANGEMENTS DE PATRONYME DES PAP.....	22
TABEAU 15 : TABLEAU COMPARATIF DES ACTIFS RECENSES PAR LE PRAO-GN ET L'AUDITEUR	24
TABEAU 16 : RECAPITULATIF DE L'EVALUATION DU RESPECT DES PRINCIPES ET EXIGENCES DU CPR	38

Acronymes

BdD : Base de Données

BM : Banque Mondiale

CDD : Comité de Développement du Débarcadère

CGG : Commission de Gestion des Griefs

CPR : Cadre de Politique de Réinstallation

CPRP : Cadre de Politique de Réinstallation de Populations

MRG : Mécanisme de Réparation des Griefs

PAP : Personne Affectée par le Projet

PAR : Plan d'Action de Réinstallation

PO : Politique Opérationnelle

PRAO-GN : Programme Régional des pêches en Afrique de l'Ouest en Guinée

PV : Procès-Verbal

Résumé

L'Association Internationale de Développement (IDA) de la Banque Mondiale a apporté son appui financier au Programme Régional des Pêches en Afrique de l'Ouest (PRAO) qui comporte les composantes suivantes :

- Renforcement de la bonne gouvernance et la gestion durable des zones de pêche
- Réduction de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée
- Augmentation de la contribution des ressources halieutiques à l'économie locale
- Gestion, suivi et évaluation du projet et coordination régionale

A l'instar des huit autres pays (Cap Vert, Liberia, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Mauritanie, Sénégal, Sierra Leone) bénéficiaires dudit programme, l'objectif du PRAO-GN est d'augmenter de manière durable la totalité des richesses générées par l'exploitation des ressources halieutiques des pays de l'Afrique de l'Ouest, en: (i) réduisant la pêche illicite (ii) développant les capacités des pays à gouverner et à gérer durablement leurs pêches, et (iii) augmentant la valeur et les profits générés par les produits de la pêche et ainsi que la part de cette valeur capturée par ces pays.

Ce Projet présente incontestablement des impacts positifs majeurs mais aussi des risques notamment sociaux dans ces pays. En même temps, il induit des pertes de biens et de ressources pour les personnes situées dans les emprises des infrastructures et équipements prévus.

Dans le cadre de la réalisation des travaux d'aménagement du débarcadère de Koukoudé, dans la Commune Rurale de Douprou (Préfecture de Boffa – République de Guinée), ces impacts, en termes de déplacements économiques et physiques de populations, n'ont pas été suffisamment appréhendés par le Plan d'Action de Réinstallation (PAR) élaboré par le Gouvernement et non approuvé par la Banque, conformément aux exigences de la PO 4.12 de la Banque Mondiale.

Toutefois, le PRAO-GN a mis en place un processus de recensement et d'indemnisation des personnes dont les biens et les activités sont localisés dans les emprises du projet d'aménagement du débarcadère de Koukoudé.

A cet effet, 86 PAP ont été identifiées par le PRAO-GN sur les deux sites devant abriter les travaux. Sur les 86 PAP, 78 ont déjà été indemnisées sur la base d'un recensement effectué par le PRAO-GN. Mais, aucune PAP n'a encore déménagé.

L'objet du présent rapport d'audit social est de passer en revue ce processus d'indemnisation initié par le PRAO-GN pour vérifier sa conformité vis-à-vis des exigences du Cadre de Politique de Réinstallation du PRAO-GN, d'une part, et, la PO 4.12 de la Banque Mondiale constituant le cadre de référence, d'autre part.

Par conséquent, le Consultant Auditeur a procédé à un recensement contradictoire afin de vérifier l'exhaustivité de l'inventaire des biens impactés et l'évaluation des indemnisations établis par le PRAO-GN. Cet exercice révèle que le recensement effectué par le PRAO-GN est quasiment fiable malgré l'existence de deux (02) doublons sur le site 2, et de deux (02) omissions, dont un (01) pour le site 2 et un (01) pour le site 3.

Aussi, l'Audit a identifié une PAP doublement impactée, ce qui a induit la fusion des biens autour d'une même personne (cf. annexe 7 « n°29 et n° 54 » portant registre d'émargement du PRAO-GN).

Le tableau suivant illustre ces écarts.

Site	Nombre de PAP recensées par le PRAO-GN	Nombre de PAP recensées par l'Auditeur
Site 2 : Construction de hall de vente, du hangar de débarquement des produits frais, etc.	79	77
Site 3 : Construction d'un hangar de fumage amélioré, rénovation du hangar existant, etc.	7	8
Total	86	85

Ces 85 PAP identifiées par l'Auditeur se répartissent comme suit :

Catégorie PAP	Nombre de PAP		Total PAP
	Hangar de fumage amélioré	Hangars de débarquement et de stockage	
Habitat	5	4	9
Place d'affaire	1	69	70
Place d'affaire et Habitat	2	4	6
Total	8	77	85

Cependant, si le recensement contradictoire révèle que le PRAO-GN est quasiment conforme en termes de nombre de PAP, il n'en demeure pas moins que les données collectées par le Projet sur la nature des impenses (impacts) et leurs caractéristiques sont insuffisantes.

En effet, lors de son recensement, le PRAO-GN n'a pas procédé à une caractérisation des impacts, et par conséquent les évaluations faites par le projet ne reflètent pas les pertes subies par les PAP. C'est pourquoi, lors du recensement contradictoire, le Consultant a inventorié et caractérisé l'ensemble des biens affectés, ce qui lui a permis d'évaluer les indemnisations correspondantes.

S'agissant des principes d'Eligibilité, de Participation, de Gestion des litiges, la démarche suivie (consultations individuelles des PAP, interviews avec les parties prenantes sous forme de consultation collective, exploitation de la documentation) permet de conclure que le PRAO-GN est conforme vis-à-vis des principes de la PO 4.12 de la Banque Mondiale. Les documents fournis en annexes (annexe 2, 3, 4, 5 et 6) attestent de cette conformité.

Par contre, le PRAO-GN n'est pas conforme à la politique PO 4.12 en termes d'études socio-économiques détaillées de la population déplacée. En effet, le recensement conduit par le PRAO-GN n'a pas permis de collecter des données de référence sur la situation socioéconomique des communautés affectées. Par conséquent, le Consultant Auditeur a dû mener, concomitamment au recensement contradictoire, des enquêtes socioéconomiques. Ces données permettront au PRAO-GN de disposer des informations de base sur le profil socioéconomique de chaque PAP aux fins de faire face au défi de l'assistance et du suivi des changements sociaux et économiques imputables au PRAO-GN.

D'autre part, ces données vont alimenter l'analyse de la vulnérabilité des personnes affectées et permettre de développer une approche genre dans l'accompagnement des PAP pour la relance des activités économiques et le développement communautaire.

Globalement, tous les principes de la PO 4.12 ont été revisités par l'audit. A chaque fois qu'une conformité se dégage, le Consultant a documenté le respect de ce principe en annexe.

Lorsqu'il s'agit d'une non-conformité, le Consultant a déterminé l'action à mettre en œuvre.

Le bilan de cette revue est établi au tableau suivant :

Bilan de la revue de conformité du processus d'indemnisation du PRAO-GN dans le cadre de l'aménagement du débarcadère de Koukoudé

Informations de base sur le projet		
1	Titre du projet	PRAO-GN
	Titre du sous projet	Travaux d'aménagement du débarcadère de Koukoudé
3	Localisation du projet	Commune Rurale de Douprou (Préfecture de Boffa).
4	Village concerné	Koukoudé
6	Type de travaux	<ul style="list-style-type: none"> • Construction des halls de fumages et la rénovation du hangar de fumage existant; • Construction de plateforme Hangar pour l'accueil de poisson débarqué
Résultats de l'évaluation du respect des principes et exigences du Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) du PRAO-GN et de la PO 4.12 de la Banque Mondiale		
1	Evitement ou minimisation de la réinstallation involontaire	Conforme, mais non documenté
2	Préparation d'un Plan de réinstallation	Non conforme
3	Conception et mise en œuvre des actions de réinstallation en tant que programme de développement participatif	Non conforme
4	Amélioration ou restauration des niveaux de vie des personnes déplacées	Non conforme
5	Eligibilité à une Compensation	Conforme
6	Date limite d'éligibilité	Conforme
7	Participation	Conforme
8	Occupants sans droits légaux ou titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'ils/elles occupent	Conforme
9	Groupes Vulnérables	Conforme car PAP vulnérables identifiées mais non documentées
10	Evaluation terres	Conforme
11	Evaluation Structures	Non conforme
12	Compensation –Infrastructure	Conforme partiellement ¹
13	Type de Paiement	Conforme
14	Compensation en espèces	Conforme
15	Compensation en nature –Critères de qualité	Non conforme
16	Déménagement des PAP	Conforme ²
17	Coûts de Réinstallation	Non conforme
18	Réhabilitation Economique	Non conforme
19	Litiges	Conforme
20	Suivi et Evaluation	Non conforme et non documenté

¹ Pour le moment, une (01) seule PAP a bénéficié d'une maison de remplacement. Il en reste d'autres à construire et PRAO GN n'attend que les recommandations de l'Audit pour procéder à leur remplacement.

² Aucune PAP n'a encore déménagé.

Evaluation des écarts entre les données du recensement du PRAO-GN et celles du Consultant Auditeur		
1	Budget des indemnisations selon le PRAO-GN	252 403 655 GNF
	Budget estimatif des indemnisations selon le Consultant auditeur	586 143 328 GNF
	Gap	385 743 328 GNF
2	Date limite d'éligibilité	17 décembre 2016, coïncidant avec la fin du recensement par le PRAO-GN
3	Nombre de personnes affectées à indemniser recensées par le PRAO-GN	86 PAP
	Nombre de personnes affectées à indemniser recensées par le Consultant Auditeur	85 PAP
	Ecart entre le recensement du PRAO-GN et celui du Consultant Auditeur	01 PAP
4	Nombre de propriétaires avec titres formels, coutumiers et traditionnels	0

Au terme de cet audit social, le Consultant constate que le processus d'indemnisation comporte certaines non-conformités vis-à-vis des engagements et exigences déclinés dans le Cadre de Politique de Réinstallation du PRAO-GN.

En effet, sur l'ensemble des 20 principes/exigences retenus, l'audit a décelé douze (12) conformités, contre sept (07) non-conformités. Un des principes est non applicable.

Certes, le PRAO-GN a consenti beaucoup d'effort pour rendre exhaustif l'identification des PAP, mais certaines ont été lésées lors de l'indemnisation car leurs impenses n'ont pas été correctement évaluées.

Toutefois, le Projet est conforme vis-à-vis des principes majeurs de l'OP 4.12, tels que la participation, l'éligibilité, l'information et la gestion des litiges.

De plus, aucune PAP n'a encore déménagé.

Par conséquent, le gap en termes de conformité pourra être comblé par l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) qui pourrait s'appuyer sur les données du présent audit social.

Néanmoins, l'aspect le plus saillant et le plus urgent à satisfaire est la mise en place des indemnisations complémentaires destinées aux PAP, d'une part, et d'autre part, le remplacement des structures d'habitation pour les PAP qui le souhaitent.

Par ailleurs, le PRAO-GN devra mettre en place un processus participatif et inclusif afin de mieux préparer la réinstallation des PAP Places d'affaires.

Le tableau suivant établit le bilan des actions à mettre en œuvre par le PRAO-GN.

Plan de mise en conformité du processus de réinstallation à suivre lors de la préparation du PAR

Référentiel de la PO 4.12)	Exigences de la PO 4.12	Nature de l'action à mettre en place	Responsable mise en œuvre	Notes et commentaires
Evaluation Structures & Compensation - Infrastructure	Remplacer à base des prix du marché par m2	Ajuster les montants des indemnisations sur la base des biens réellement impactés et selon les montants calculés par l'Auditeur	PRAO-GN	Les indemnisations perçues par certaines PAP ne sont pas déterminées sur la base des structures inamovibles affectées par le projet.
Type de Paiement	Population dont les moyens d'existence sont tirés de la terre : préférence en nature avec des options non foncières (paiement en espèces, paiement en espèces combiné à des perspectives d'emploi ou de travail indépendant (Cf. OP4.12 para 11)3 Perte de biens : paiement en espèces acceptable selon trois cas (cf. OP4.12 para 12)4	Respecter, autant que possible, les choix des PAP en termes de mode de compensation	PRAO-GN	Les pertes de structures d'habitation étant définitives, le PRAO-GN devra privilégier le remplacement en nature avec la possibilité d'améliorer la nature des structures. Par contre, toutes les autres indemnisations pourront être faites en espèces dès lors qu'il est prévu une réinstallation des PAP outre qu'habitats sur le nouveau site à la fin des travaux
Compensation en nature –Critères de qualité	PO 4.12, par. 11: A chaque fois que des terres de substitution sont proposées, les terres fournies aux personnes réinstallées doivent avoir une combinaison de potentiel productif, des avantages géographiques et d'autres facteurs au moins équivalents aux avantages des terres soustraites. ANNEXE A OP.4.12 par. 10 note 1 : Pour la compensation des terrains en zone urbaine, il faut prendre la valeur marchande avant le déplacement d'un terrain de taille et utilisé de manière	Approfondir les possibilités de trouver un site de recasement des PAP Habitats en rapport avec le District et sécuriser les propriétés foncières	PRAO-GN / Chef du District	le PRAO-GN devra se rapprocher du District pour trouver des sites qui abriteront les nouvelles maisons des PAP. Toutefois, il faudra tenir compte de la préférence des PAP qui ne souhaitent pas s'éloigner du débarcadère qui est leur lieu de travail.

Référentiel de la PO 4.12)	Exigences de la PO 4.12	Nature de l'action à mettre en place	Responsable mise en œuvre	Notes et commentaires
	identique, situé dans le voisinage des terrains concernés, en plus du coût des frais d'enregistrement et de cession.			
Groupes Vulnérables	PO 4.12, par. 8: Pour que les objectifs de la politique de réinstallation soient pleinement respectés, une attention particulière est à porter aux groupes vulnérables au sein des populations déplacées, notamment les personnes vivant en deçà du seuil de pauvreté, les travailleurs sans terre, les femmes et les enfants, les populations autochtones, les minorités ethniques et toutes les autres personnes déplacées qui ne font pas l'objet d'une protection particulière dans la législation Nationale	Prendre en compte les résultats de l'enquête socio-économique menée par l'auditeur et approfondir les mesures spécifiques d'assistance destinées aux 06 PAP vulnérables Accompagner les PAP à trouver de nouvelles parcelles et sécuriser ces terres	PRAO-GN	Lors de l'accomplissement de cette tâche, il est suggéré que le PRAO-GN devra être aidé par un Spécialiste en réinstallation
Coûts de Réinstallation	Payable par le projet	Evaluer et payer les indemnités additionnelles aux PAP	PRAO-GN	Tout le coût supplémentaire de la réinstallation doit être supporté par le PRAO-GN
Suivi et Evaluation interne	Nécessaire	Mettre en place les mécanismes de suivi-évaluation tel que prévu par le rapport portant CPR du PRAO-GN en suivant les indicateurs pertinents pour le Projet	PRAO-GN	L'expert sauvegarde du PRAO-GN et son collègue du Suivi Evaluation se sont certes occupés de la gestion environnementale et sociale du sous projet de Koukoudé et du suivi de la procédure d'indemnisation, mais l'Auditeur a noté une faiblesse de données sur le suivi
Mettre en place un processus participatif pour la préparation de la réinstallation des PAP dans le	Politique s'appliquant à toutes les composantes du projet entraînant une réinstallation. Il est nécessaire d'éviter autant que possible la réinstallation des populations, prévoir des actions de réinstallation, en mettant en place les	Les personnes déplacées temporairement doivent être réinstallées dans le nouveau débarcadère à la fin de son aménagement. A cet effet, le PRAO-GN doit s'engager officiellement à faciliter la participation et l'intégration des PAP dans le nouveau	PRAO-GN	Le PRAO-GN devra démarrer la consultation des PAP afin de mieux préparer leur réinstallation dans le futur débarcadère. A noter que l'aménagement devra bien prendre en compte les

Référentiel de la PO 4.12)	Exigences de la PO 4.12	Nature de l'action à mettre en place	Responsable mise en œuvre	Notes et commentaires
nouveau débarcadère	ressources suffisantes pour les personnes touchées, consulter les PAP de manière constructive, assister les personnes déplacées.	débarcadère. Ce processus devra démarrer le plus tôt possible afin de s'entendre sur les attributions, la jouissance des emplacements, le modèle d'emplacements, etc A ce titre, le PRAO-GN devra mettre en place un comité pour la préparation de la réinstallation. Les PAP seront membres dudit comité afin que le processus soit participatif, inclusif et transparent.		activités et besoins des PAP notamment en termes d'espace et de sécurité.
Renforcer les capacités des acteurs institutionnels impliqués dans la planification et la mise en œuvre de la réinstallation	Le CPR du PRAO-GN avait souligné la nécessité de renforcer les capacités des acteurs impliqués dans le processus de réinstallation afin de mener à bien les activités de suivi évaluation	Recruter un consultant en réinstallation chargé d'assurer la formation de renforcement de capacités du Projet ainsi que celles des acteurs impliqués dans la réinstallation	PRAO-GN	L'objectif de cette activité est de favoriser la maîtrise des procédures de la Banque mondiale en matière de Réinstallation Involontaire et surtout les mécanismes et indicateurs en matière de suivi – évaluation de la réinstallation.

1. Introduction

1.1. Contexte

En mars 2015, le Conseil des administrateurs du Groupe de la Banque Mondiale a approuvé un financement d'un montant total de 22 millions de dollars en vue de renforcer la gestion, la gouvernance et le traitement de la pêche en Mauritanie et en Guinée.

Un financement additionnel pour la Guinée a été approuvé le 5 janvier 2017.

L'objectif principal du Programme Régional Ouest Africain en Guinée, à l'instar de tous les pays couverts par ce Programme, est l'augmentation d'une manière durable de la richesse globale produite par l'exploitation de ses ressources halieutiques marines ciblées. Cet objectif devrait être atteint par :

- la réduction de la pêche illicite,
- L'augmentation de la valeur et de la rentabilité produites par les ressources halieutiques et de la proportion de cette valeur capturée par les pays.
- Etc.

Pour atteindre les objectifs précités, le Programme comporte les composantes suivantes :

1. Renforcement de la bonne gouvernance et la gestion durable des zones de pêche
2. Réduction de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée
3. Augmentation de la contribution des ressources halieutiques à l'économie locale
4. Gestion, suivi et évaluation du projet et coordination régionale

La mise en œuvre des activités de la Composante 3 du Programme comporte la création d'espaces modernes de débarquement à l'instar de celui prévu dans le village de Koukoudé (Commune rurale de Douprou - Préfecture de Boffa).

Du fait des déplacements / réinstallation de personnes potentiellement occasionnés par ces activités, le PRAO avait, lors de la phase de préparation dudit projet, préparé et divulgué en mai 2015, un Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) en prenant en compte la forte possibilité d'acquisition de terres conduisant à des déplacements physiques et économiques dans le contexte de l'exécution des sous projets.

Ce CPR ainsi élaboré, constitue, donc, le document de référence d'orientation et de planification, qui décrit et clarifie les principes et procédures de déplacement des populations, les arrangements organisationnels et les critères de conception appliqués aux sous projets dans la mise en œuvre du programme.

A cet effet, il devrait guider l'élaboration ultérieure de Plan(s) d'Action de Réinstallation (PAR), lorsqu'un sous projet engendre un déplacement involontaire de population.

Dans le cadre de l'aménagement du débarcadère de Koukoudé, dans la Commune Rurale de Douprou (Préfecture de Boffa), les cinq (05) sites ci-dessous devraient abriter les sous projets qui seront financés par le PRAO GN.

Tableau 1 : Sous projets financés par le PRAO-GN dans le cadre de l'aménagement du débarcadère de Koukoudé

Site	Sous-projet	Expropriation / Prise de terres
Site 1	Rénovation du bloc administratif	NON
Site 2	Construction de hall de vente, du hangar de débarquement des produits frais, etc.	OUI
Site 3	Construction d'un hangar de fumage amélioré, rénovation du hangar existant, etc.	OUI
Site 4	Construction d'un centre Internet PVN	NON
Site 5	Bitumage des 4 km ³ .	OUI

Comme indiqué dans le tableau ci-dessous, les impacts sociaux du Projet d'aménagement du débarcadère de Koukoudé vont se manifester à travers la mise en œuvre des sous-projets au niveau des sites 2, 3 et 5.

Malheureusement, lorsqu'il s'est agi de préparer l'exécution des travaux, un plan d'action de réinstallation été préparé par le PRAO-GN mais non approuvé par la Banque Mondiale.

Malgré cette donne, le PRAO-GN a procédé au recensement des occupations de l'emprise des sous-projets au niveau des sites 2 et 3.

Par contre, aucun recensement n'avait été effectué dans l'emprise du site 5 (Bitumage des 4 km) au moment de l'audit social.

Ainsi, sur la base des recensements ainsi effectués pour les sites 2 et 3, le PRAO-GN avait procédé à l'indemnisation des PAP du site 2 (Construction de hall de vente, du hangar de débarquement des produits frais, etc.), alors qu'aucune PAP n'a été indemnisée sur le site 3.

Cependant, du fait de l'absence d'un PAR approuvé par la Banque Mondiale, cette dernière a exigé du PRAO-GN la réalisation d'audit social pour les sites 2 et 3 par un Consultant Indépendant.

A noter que le mandat du Consultant Indépendant ne couvre pas le site 5.

A noter, ni un recensement, ni des travaux liés au bitumage n'ont commencé pour le site 5.

1.2. Objectif de l'audit social

1.2.1. Objectif global

L'objectif principal du présent audit social est de vérifier la conformité du PRAO-GN vis-à-vis des principes dégagés par le CPR dudit programme élaboré, d'une part, et de s'assurer que le processus d'indemnisation déjà exécuté par le PRAO-GN est conforme à la PO 4.12 constituant le cadre de référence, d'autre part.

1.2.2. Objectifs spécifiques

De manière spécifique, l'audit social vise à s'assurer des aspects suivants :

- le recensement est exhaustif ;

³ Le mandat du Consultant pour l'audit social ne couvre pas ce sous-projet.

- toutes les pertes qu'engendre le sous projet sont identifiées et les PAP recensées ;
- les personnes affectées ont été consultées et ont eu l'opportunité de participer à toutes les étapes charnières du processus d'indemnisation ;
- les indemnisations ont été justes et aucune personne affectée par le projet n'a été lésée;
- les personnes affectées, incluant les personnes qui seront identifiées comme étant vulnérables, ont été assistées dans leurs efforts pour améliorer leurs moyens d'existence et leur niveau de vie ;
- le processus d'indemnisation suivi par le PRAO-GN a été conçu et exécuté en tant que programme de développement durable, en assistant les PAP dans leurs efforts pour améliorer leurs moyens d'existence et leur niveau de vie ;
- l'effectivité de la communication et la participation des personnes affectées par le projet (information sur les options, les entretiens les réunions), et que leurs options de réinstallation privilégiées ont été prises en compte dans la mesure du possible durant tout le processus d'indemnisation;
- l'effectivité du versement intégral des impenses à tous les ayant-droits en respectant les standards et principes de la PO 4.12, y compris les biens et services communautaires d'accompagnement ;
- les personnes affectées ont été dûment informées sur les mécanismes de résolution des plaintes qui ont prévalu pendant l'exécution des compensations et ces mécanismes ont été mis en place d'une manière effective.

2. Méthodologie

2.1. Rappel des points de vérification de l'audit

Les différentes tâches assignées au Consultant à travers les termes de référence ont été déclinées sous forme d'objectifs de la mission, à savoir :

- S'il y eu un préavis adéquat aux PAP sur les impacts environnementaux et sociaux du Programme et les effets que ceux-ci pourraient avoir sur elles ;
- Si toutes les PAP, dans les trois hangars, ont été consultées et incorporées dans le recensement (avec le procès-verbal des consultations ou autre preuve de consultations) et, le cas échéant, le statut et les raisons pour ne pas compenser les PAP dans la zone du programme ;
- Si une date butoir (cut-off date) a été correctement établie et communiquée aux PAP et à la communauté, en général ;
- Si une ligne de base socio-économique a été préparée pour les trois hangars. Si ce n'est pas le cas, une brève analyse devra être préparée ;
- S'il existe des documents clairs sur l'acquisition de terrains conduisant à des déplacements physiques et économiques étayés par des éléments de preuve ;
- Si les personnes ont été déplacées définitivement, où s'il s'agit d'un déplacement temporaire et leur situation actuelle ;
- S'il existe de la documentation appropriée sur chacune des PAP, y compris l'identification des PAP vulnérables, les pertes subies et la compensation fournie, conformément au CPR ;
- Déterminer si les PAP ont été compensés conformément à la matrice des droits du CPR, y compris des preuves de la compensation octroyée ;
- Définir si un mécanisme de réparation des griefs (MRG) a été mis en place et s'il était opérationnel au moment où les personnes étaient consultées et compensées, si le MRG a reçu des plaintes et, si tel est le cas, comment le mécanisme les a résolues et a consigné les résultats ;
- S'il y a eu des problèmes sociaux liés au processus de compensation / réinstallation et comment ils ont été traités ;
- Les arrangements institutionnels mis en place pour la gestion des procédures de réinstallation et compensation ;
- Un cadre de suivi et d'évaluation, y compris des indicateurs pour la mise en œuvre du PAR, conformément à la Politique Opérationnelle (PO) de la Banque 4.12 (Réinstallation involontaire); et
- Toute autre information pertinente sur les PAP.

Les éléments recueillis, à travers la documentation, permettront d'orienter et de corriger la procédure suivie par le PRAO-GN dans le cadre du processus d'indemnisation de son sous-projet de Koukoudé.

2.2. Méthodologies de l'audit social

Au-delà des exigences ci-dessus listées, le Consultant Auditeur a mené une enquête sommaire qui a permis de dégager le profil socioéconomique des PAP.

Au-delà de ces enquêtes, le Consultant a collecté toutes les informations disponibles aux fins d'orienter et/ou de corriger les éventuelles non-conformités relevées par le présent audit social.

A cet effet, dans le processus d'audit social, ayant conduit à l'élaboration du présent rapport, une combinaison de méthodes de vérification a été utilisée :

- 1) **Collecte des données de base** : durant cette phase, les données suivantes ont été collectées et exploitées par le Consultant :
 - les listes des PAP recensées par le PRAO-GN, ainsi que les impenses et les montants des indemnisations établies;
 - les preuves (registres d'émargement) du paiement des indemnisations des PAP par le PRAO-GN ;
 - les informations relatives au processus d'indemnisation, notamment les procès-verbaux des rencontres avec les PAP ou d'autres documents relatifs à la publication de la date du recensement et de la date butoir, aux consultations, aux recours.
- 2) **Recensement contradictoire et enquêtes socioéconomiques** : le consultant a, sur la base des formulaires de recensement et d'enquêtes soumis dans son rapport de démarrage, procédé à un recensement contradictoire des PAP ainsi qu'à un inventaire des biens affectés, en plus des enquêtes socioéconomiques.



Vue d'une PAP enquêtée par l'Auditeur



Vue de l'équipe d'enquêteurs accompagnée par l'Auditeur



Vue du déroulement des enquêtes



3) **Consultations individuelles et collectives (entretiens)** : le présent audit social a été mené en consultation avec les parties prenantes, notamment les PAP, sous forme de consultations individuelles, et leurs communautés, sous forme d'assemblées. De manière générale, ces consultations ont porté sur les points de vérification suivants :

- l'effectivité de la communication et la participation des personnes affectées par le projet (information sur les options, les entretiens les réunions) durant tout le processus d'indemnisation;
- L'assistance des personnes affectées dans leurs efforts pour améliorer leurs moyens d'existence et leur niveau de vie, incluant les personnes qui seront identifiées comme étant vulnérables. A ce niveau, la méthodologie adoptée a combiné deux approches : (i) la consultation individuelle sous forme d'intégration, dans le questionnaire de l'enquête socioéconomique, de questions semi-dirigées qui permettent d'analyser la vulnérabilité de chaque PAP (homme et femme) et (ii) la consultation publique menée par l'auditeur dès la fin des recensements contradictoires au cours de laquelle les femmes se sont clairement exprimées ;
- l'effectivité du versement intégral des impenses à tous les ayant-droits, y compris les biens et services communautaires d'accompagnement ;
- Les attentes, craintes et préoccupations concernant le projet
- Les préférences en termes de compensation ;
- l'existence ou non de mécanismes de résolution des plaintes qui ont prévalu pendant l'exécution du plan d'indemnisation;
- etc.

Les consultations ont permis de recueillir les avis, craintes et préoccupations des parties prenantes au sujet du projet et de formuler des recommandations pour minimiser les risques suspectés.

Outre ces étapes méthodologiques, le Consultant a tenu une séance de consultation ouverte, sous forme d'assemblée qui a regroupé les PAP, les autorités locales et les structures faitières en charge du développement du débarcadère de Koukoudé. Cette rencontre, qui a regroupé plus de 126 participants, a permis de compléter les informations sur les perceptions, avis, craintes, préoccupations et recommandations des parties prenantes.





Vue de la séance de consultation tenue par l'Auditeur

Une fois cette démarche de vérification déroulée, le Consultant a évalué le respect des exigences du CPR du PRAO-GN et par-delà celles de la PO 4.12 de la Banque Mondiale, en matière de réinstallation involontaire dans le cadre du processus d'indemnisation initié par le Projet pour la préparation des travaux d'aménagement du débarcadère de Koukoudé.

3. Résultats de l’audit du processus d’indemnisation

3.1. Évaluation du respect des exigences légales et institutionnelles contenues dans le CPR en termes de minimisation de la réinstallation

3.1.1. Rappel du principe

Conformément à la section 7.3, du Chapitre 7 du CPR (Mai 2015, Révisée Août 2016) du PRAO-GN, la conformité vis-à-vis du principe d’évitement et de minimisation des déplacements constitue un point d’audit.

3.1.2. Démarche

Les entretiens menés avec le PRAO-GN, les visites de terrain et l’examen de la documentation ont permis de mesurer le niveau de respect de ce principe.

3.1.3. Constats de l’audit

Il ressort des investigations menées par le Consultant que le PRAO-GN a intégré des mesures dans la conception du projet, dans le but de minimiser l’ampleur de la réinstallation.

En effet, en lieu et place de la construction de nouveaux bâtiments, le PRAO-GN a plutôt misé sur la réhabilitation d’édifices existants et appartenant aux services déconcentrés de l’Administration et/ou Comité de Développement du Débarcadère (CDD).

En plus de cette mesure, le PRAO-GN continuera à consentir le maximum d’efforts possibles, au cours des travaux, afin de réduire l’impact sur les déplacements/réinstallations. C’est d’ailleurs, pour cette raison, qu’il sera procédé éventuellement à l’évitement de 02 maisons lors de la construction du mur de clôture des 2 hangars de fumage et ses infrastructures connexes sur le site 2.

3.1.4. Relevé des écarts

Certes, l’absence de PAR approuvé par la Banque ne permet pas de témoigner systématiquement du respect du principe de minimisation. Toutefois, l’exploitation des dossiers techniques a permis de confirmer l’existence d’un effort de minimisation de la réinstallation lors de la conception du Projet.

3.1.5. Evaluation du respect du principe

L’exploitation des documents techniques de base du Projet démontre bien que celui-ci a respecté le principe de minimisation des déplacements, tel que défini dans le CPR du PRAO-GN. Toutefois, les actions spécifiques de minimisation devront être davantage documentées.

Ces deux documents techniques sont fournis séparément au rapport d’audit.

3.2. Évaluation du respect des exigences légales et institutionnelles contenues dans le CPR en matière de préparation et de mise en œuvre d'un plan de réinstallation

3.2.1. Rappel du principe

Le principe qui sert de référence pour cette thématique est contenu dans le CPR du PRAO-GN, notamment au chapitre portant sur le cadre légal et institutionnel.

En effet, le principe consiste à vérifier la conformité du processus de réinstallation vis-à-vis des axes définis dans ledit CPR et retenus comme exigences à respecter dans la conduite des projets ayant des implications en termes de réinstallation.

3.2.2. Démarche

Dans le cadre du présent audit de la procédure d'indemnisation du PRAO-GN, pour le débarcadère de Koukoudé, les dispositions légales et institutionnelles contenues dans le CPR ont été revisitées afin de s'assurer de leur respect par le projet en question.

Dans un premier temps, il s'est agi d'analyser les exigences liées aux instruments de réinstallation à déclencher lorsqu'une activité du programme implique le déplacement physique ou économique involontaire.

Sur cette base, l'Auditeur s'est assuré du respect de toutes les étapes et exigences afférentes à la préparation et la mise en œuvre des opérations d'indemnisation et de réinstallation contenues dans le CPR, et par ricochet, si ces opérations sont conformes aux exigences nationales et à la politique opérations 4.12 de la Banque Mondiale. De cette analyse, l'audit a dressé un bilan sur les non-conformités que le projet devrait redresser.

3.2.3. Constats de l'audit

Le cadre de référence en matière de réinstallation a été discuté et documenté dans le rapport portant Cadre de Politique de Réinstallation du PRAO-GN (Mai 2015, Révisée Août 2016).

Pour cette raison, le Consultant Auditeur n'a pas jugé utile de le détailler dans son rapport et donc se réfère souvent à ce document.

Toutefois, il dresse le bilan des constats de l'audit tout en rappelant de façon très succincte le référentiel légal et institutionnel tel qu'énoncé dans le document de CPR. Ces constats sont les suivants :

- Le PRAO-GN a déclenché l'établissement d'un plan de réinstallation en conformité avec les exigences contenues à la section 7.9 (Elaboration d'un PAR pour un microprojet de la catégorie B1) du chapitre 7 du CPR mais sans une approbation préalable de la Banque ;
- Le PRAO-GN a procédé au recensement et à l'évaluation des impenses dès lors que, selon le CPR, la législation guinéenne ne dédie pas les opérations de recensement à une institution spécialisée ;
- Les arrangements institutionnels recommandés par le CPR ont été partiellement mis en œuvre. En effet, au niveau de la commune rurale de Douprou, le PRAO-GN devrait s'appuyer sur les services déconcentrés et décentralisés afin de les regrouper autour d'un **comité de réinstallation**. Mais, la mise en place dudit comité n'est pas effective. Par contre, dans le cadre spécifique du sous projet de Koukoudé, un Comité de

Gestion des Grievs (CGG) a été créé (cf. annexe 3), ce qui permis d'ailleurs de traiter les réclamations enregistrées en son sein et de conclure par la suite des accords à l'amiable avec les PAP concernées.

3.2.4. Relevé des écarts

En se fondant sur les constats ci-dessus, l'Audit a relevé deux principaux écarts qui témoignent du non-respect du cadre défini dans le CPR du PRAO-GN. Les écarts d'ordre procédural relevés sont :

- la non préparation d'un plan de réinstallation approuvé par la Banque, en conformité avec les exigences du CPR qui identifie, décrit et définit, de façon détaillée, tout le processus de réinstallation d'une population à la suite d'un déplacement forcé ou d'autres éléments d'actifs ;
- l'absence d'un *comité de réinstallation* quoi que ladite structure n'existe pas au plan légal.

3.2.5. Évaluation du respect des exigences légales et institutionnelles contenues dans le CPR en matière de préparation et de mise en œuvre d'un plan de réinstallation

A partir du moment où le PAR élaboré par le PRAO-GN n'a pas été préalablement approuvé par la Banque, on peut déduire que l'approche utilisée dans la conduite du processus d'indemnisation ne respecte pas les exigences contenues dans le CPR du PRAO-GN en termes de préparation et de mise en œuvre d'un plan de réinstallation, et donc de ce point de vue, n'est pas conforme à la PO 4.12 de la Banque Mondiale. Toutefois, 12 conformités sur 20 ont été respectées par le PRAO-GN. D'où la nécessité de préparer l'instrument de réinstallation pertinent.

3.3. Évaluation du respect des exigences de la PO 4.12 en termes d'établissement de l'éligibilité et la date butoir

3.3.1. Rappel du principe

Selon le CPR du PRAO-GN, la législation guinéenne ne fixe pas la date limite d'éligibilité. Par contre, elle évoque les critères d'éligibilité sans préciser la démarche d'identification des personnes susceptibles d'être affectées et la détermination des PAP éligibles.

Toutefois, le CPR recommande d'utiliser le référentiel de la Banque Mondiale (PO 4.12) dès lors qu'elle liste les personnes éligibles (propriétaires formels, propriétaires coutumiers et ceux sans aucun droit de propriété sur la terre qu'ils occupent).

A propos la date limite d'éligibilité, il est retenu qu'elle peut être fixée comme la date à laquelle a pris fin le recensement. Car, c'est lors du recensement que l'on obtient les noms des personnes affectées ainsi que la liste des leurs actifs affectés par le projet. Toutefois, ce principe rend obligatoire la divulgation de cette date aux communautés affectées et sa documentation.

Ainsi, l'auditeur devra vérifier la conformité du processus de réinstallation vis-à-vis de l'éligibilité définie dans le CPR et s'assurer qu'elle a été bien documentée pendant le processus.

3.3.2. Démarche

Le principe d'éligibilité a été vérifié sur la base des sources suivantes :

- Le CPR qui fixe les catégories de personnes éligibles à la compensation et à l'assistance comprenant toute personne affectée par le projet, qu'elle soit propriétaire, légal ou coutumier, ou occupant foncier sans titre légal
- et qui a été recensée dans les emprises du projet avant la date butoir ;
- Les informations portant sur le statut d'occupation des PAP relevées lors des enquêtes de recensement et d'inventaire contradictoires menées par l'auditeur;
- Les émargements enregistrés suite à la récupération des indemnisations par les PAP.

3.3.3. Constats de l'audit

Relativement à l'éligibilité des PAP, l'audit du processus d'indemnisation ne révèle aucun constat particulier sur la propriété formelle et la propriété coutumière.

En effet, aucune PAP enquêtée ne revendique les deux statuts suivants

- les droits légaux formels sur la terre ou sur d'autres biens, reconnus par la législation guinéenne ;
- les droits légaux formels sur la terre ou sur d'autres biens au moment du recensement, mais qui peuvent prouver leurs droits au regard des lois coutumières du pays. Dans le cadre du projet, aucune PAP ne s'est déclarée propriétaire coutumier (propriété acquise sur la base de droits ancestraux sur la terre ou propriété acquise à travers des actes de vente reconnus par la communauté).

Lors des enquêtes, les PAP détentrices de biens dans les emprises du Projet ont confirmé qu'elles n'ont pas de droits légaux ou autres, susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent. Néanmoins, le CPR, en concordance avec la PO 4.12, prévoit comme éligibles à une compensation et d'autres aides à la réinstallation les « squatters » ou des personnes sans droits formels ou coutumiers.

Les PAP ont occupé les sites, soit de manière spontanée, soit suite à un avis oral favorable du *district*. En dépit de cette situation, et en conformité avec la PO 4.12, ces PAP ont droit à une compensation et à une aide à la réinstallation pour leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie (indemnisation pour la perte d'activités génératrices de revenus, de moyens de subsistance, de biens, etc.), à condition qu'elles aient occupé le site du projet avant la date limite d'éligibilité.

S'agissant de la date limite d'éligibilité, le PRAO-GN a documenté ce principe via un communiqué signé par le Sous-Préfet de Douprou le 10 décembre 2016. Ce communiqué qui est annexé au présent rapport a été affiché au niveau de la sous-préfecture de Douprou, au niveau du District et au niveau du siège du CDD à Koukoudé

La date limite d'éligibilité est liée à la date d'établissement du procès-verbal (PV) de recensement, au-delà de laquelle toute amélioration apportée ne sera pas prise en compte.

Sous ce rapport, le constat principe qui se dégage est que le processus d'indemnisation dispose d'une date limite d'éligibilité qui est le **17 décembre 2016**, ce qui correspond à la date de fin du recensement fait par le PRAO-GN.

3.3.4. Relevé des écarts

Aucun écart n'a été révélé sur le respect des principes d'éligibilité.

Toutes les personnes présentes dans les emprises du Projet sont éligibles à la compensation.

Aussi, la date limite d'éligibilité fixée à la fin du recensement a été rendue publique via un communiqué visé par le Sous-Préfet de Douprou (cf. annexe 2).

3.3.5. Evaluation du respect du principe d'éligibilité

L'approche utilisée par le PRAO-GN est conforme aux principes du CPR et de la PO 4.12 portant sur l'éligibilité.

Aussi, la date limite d'éligibilité est rendue publique sous forme de communiqué du Sous-Préfet.

De plus, toutes les PAP interrogées ont déclaré avoir été informées sur le Projet et du recensement conduit par le PRAO-GN.

3.4. Évaluation du respect des exigences du Plan de Réinstallation en termes d'enquêtes socioéconomiques

3.4.1. Rappel du principe

Conformément à la PO 4.12, les personnes déplacées devront être aidées dans leurs efforts d'amélioration, ou du moins de rétablissement, de leurs moyens d'existence et de leur niveau de vie, ceux-ci étant considérés, en terme réels, aux niveaux qui prévalaient au moment de la phase précédant le déplacement ou celle de la mise en œuvre du Projet, selon la formule la plus avantageuse.

Fort de ce principe, l'établissement du profil socioéconomique des PAP reste une exigence au même titre que le recensement des personnes affectées et l'inventaire des biens impactés.

3.4.2. Constats de l'audit

Au cours du processus d'indemnisation faisant l'objet du présent audit social, aucune donnée de référence à caractère socioéconomique n'a été documentée par le PRAO-GN.

3.4.3. Relevé des écarts

Les mécanismes de préparation du plan d'indemnisation n'ont pas intégré les exigences du CPR en termes d'établissement du profil socioéconomique des PAP.

3.4.4. Evaluation du respect du principe d'intégration des aspects socioéconomiques

L'approche utilisée dans la conduite du processus d'indemnisation ne prend pas en compte les exigences en termes d'établissement de la situation socioéconomique des communautés affectées.

Par conséquent, le projet ne disposait d'aucune donnée pouvant lui permettre de suivre et évaluer la réinstallation de manière à s'assurer que les niveaux de vie des PAP sont au

moins équivalents, sinon meilleurs que ceux d'avant le Projet d'aménagement du débarcadère de Koukoudé.

Toutefois, conformément à ses termes de référence («*Si une ligne de base socio-économique a été préparée pour les trois hangars, si ce n'est pas le cas une brève analyse devra être préparée* »), le Consultant Auditeur a mené des enquêtes socioéconomiques sommaires, afin de fournir des données de base sur la situation socioéconomique des PAP.

Les résultats de cette étude sont ci-dessous présentés.

Au total, le projet impacterait 85 PAP, dont 01 personne morale (Groupement Limanya de Koukoudé).

Parmi les 84 PAP (personnes physiques), 02 sont décédées après avoir reçu leur indemnisation du PRAO-GN.

Le profil socioéconomique de ces PAP a été établi suite aux enquêtes menées par le Consultant Auditeur.

✓ **Statut des PAP dans les ménages**

La lecture du tableau ci-dessous renseigne sur le statut des PAP dans leur ménage respectif.

En effet, 85% des PAP sont chefs de ménage, contre 13% représentant les épouses des chefs de ménage, donc des femmes.

Tableau 2 : Statut des PAP dans leur ménage

Catégorie de PAP	Chef de ménage	%	Épouse du Chef de ménage	%	Sans réponse	Total
Habitat	8	100,00%	0	0,00%	0	9
Habitat et Place d'affaire	5	83,33%	0	0,00%	1	6
Place d'affaire	59	83,10%	11	15,49%	1	70
Total	72	85%	11	13%	2	85

Source : Recensement – Audit Social, Août 2017

Par ailleurs, 72% des ménages des PAP sont dirigés par des hommes (soit 61 individus), contre 27% par des femmes (soit 23 individus).

Tableau 3 : Statut des PAP dans leur ménage selon le sexe

Catégorie de PAP	Chef de ménage		Autre	Total
	Homme	Femme		
Habitat	8	1	0	9
Habitat et Place d'affaire	50	20	0	70
Place d'affaire	3	2	1	6
Total	61	22	1	85

Source : Recensement – Audit Social, Août 2017

✓ **Taille des ménages des PAP**

Les personnes qui vivent dans les ménages affectés sont au nombre de 726.

Suivant les catégories de PAP et le nombre d'individus, ces personnes se répartissent comme suit :

Tableau 4 : Nombre de personnes vivant dans les ménages selon la catégorie de PAP

Tranche d'âge	PAP Habitat	%	PAP Habitat et Place d'affaire	%	PAP Place d'affaire	%	Total
1 Seule (la PAP même)	0	0,00%	0	0,00%	3	4,23%	3
Entre 12 et 14 personnes	1	12,50%	2	33,33%	6	8,45%	9
Entre 2 et 4 personnes	1	12,50%	0	0,00%	6	8,45%	7
Entre 5 et 10 personnes	4	50,00%	1	16,67%	35	49,30%	40
Plus de 15 personnes	2	25,00%	2	33,33%	9	12,68%	13
Sans réponse	0	0,00%	1	16,67%	2	2,82%	3
Total	8	100,00%	6	100,00%	71	100,00%	85

Source : Recensement – Audit Social, Août 2017

✓ Nationalité des PAP

Deux nationalités ont été enregistrées lors des enquêtes auprès des PAP. Les personnes affectées et connues sont à près de 96% des guinéens. Certaines PAP sont des siéra-léonais (1%). Il faut aussi souligner qu'il y a des sans réponses pour cet aspect de l'enquête.

Tableau 5 : Répartition des PAP selon la nationalité

Nationalité des PAP	PAP Habitat	%	PAP Habitat et Place d'affaire	%	PAP Place d'affaire	%	Total
Guinéenne	9	100,00%	5	83,33%	67	94,37%	81
Siéra Léonaise	0	0,00%	0	0,00%	2	4,23%	2
Sans réponse	0	0,00%	1	16,67%	1	1,41%	2
Total	9	100,00%	6	100,00%	70	100,00%	85

Source : Recensement – Audit Social, Août 2017

✓ Régime matrimonial des PAP

Les enquêtes ont révélé que 52% des PAP ont contracté un mariage polygame, alors que celles qui ont signé un mariage monogame sont près de 36%.

Les autres personnes interrogées sont, soit des célibataires, soit des divorcé(e)s, avec respectivement 5% et 2% de l'effectif total. Ces différentes parts confirment la relative jeunesse des PAP.

Tableau 6 : Régime matrimonial des PAP selon la catégorie

Catégorie de PAP	Célibataire	Divorcé (e)	Marié monogame	Marié polygame	Sans réponse	Veuf/ve	Autre	Total
Habitat	0	0	2	7	0	0	0	9
Habitat et Place d'affaire	0	0	1	3	1	1	0	6
Place d'affaire	4	2	27	34	1	1	1	70
Total	4	2	30	44	2	2	1	85

Source : Recensement – Audit Social, Août 2017

✓ Niveau d'instruction des PAP

La majorité, soit environ 44%, des PAP consultées ont fréquenté l'école coranique uniquement. Environ 21% savent lire et écrire en langue française, car elles ont fait l'école primaire. Par contre 15% n'ont aucun niveau d'instruction.

Une proportion importante a reçu une éducation formelle de premier cycle, avec près de 7% et juste 4% pour le second cycle. Approximativement 1% ont fait une formation technique ou professionnelle.

Tableau 7 : Niveau d'instruction des PAP

Catégorie de PAP	Aucun	Etude coranique	Formation technique ou professionnelle	Lire et écrire (alphabétisation)	Premier cycle	Primaire	Secondaire	Secondaire 1 ^{er} cycle	Supérieur	Sans réponse	Total
Habitat	1	7	0	0	0	1	0	0	0	0	9
Habitat et Place d'affaire	0	5	0	0	0	0	0	0	0	1	6
Place d'affaire	12	25	1	2	6	17	1	3	2	1	70
Total	13	37	1	2	6	18	1	3	2	2	85

Source : Recensement – Audit Social, Août 2017

✓ Handicap des PAP

L'enquête socioéconomique a également permis de faire l'état des lieux sur les PAP vivant avec un handicap (physique, mental ou maladie chronique).

Seule une (01) PAP a un handicap lié surtout à son état de santé. Elle est femme, âgée, veuve et chef de ménage.

Tableau 8 : Handicap chez les PAP

Nature du bien impacté	PAP sans Handicap	%	PAP avec Handicap	%	Sans réponse	Sans objet	%	Total
Habitat	9	100,00%	0	0,00%	0	0	0,00%	9
Habitat et Place d'affaire	5	83,33%	0	0,00%	1	0	0,00%	6
Place d'affaire	67	95,77%	1	1,41%	2	1	1,41%	70
Total	82	95%	1	1%	2	0,01	1%	85

Conclusion sur l'enquête socioéconomique

Au terme de cette caractérisation socio démographique et économique, l'audit constate que le niveau de vie des PAP et de leur ménage est modeste. Si l'on tient compte des revenus des PAP et des contributions des membres vivant dans leur ménage, notamment les épouses des PAP Hommes et Chefs de ménage, on peut affirmer que les personnes affectées ne sont pas généralement vulnérables sur le plan économique et social et parviennent à couvrir leurs besoins les plus essentiels. En revanche, si l'on prend en considération les variables « âge » et « statut de la PAP dans le ménage », on peut dire « les PAP les plus âgées » et « les PAP – femmes, veuves et chefs de ménages » peuvent se trouver affectées, de manière plus importante, par le processus de déplacement et de réinstallation.

Toutefois, 11 femmes chefs de ménage ont été recensées, possédant une moyenne d'âge de 45 ans.

N°	Code PAP	Sexe de la PAP	Age de la PAP	Statut de la PAP dans le ménage
1	7	Féminin	50	Chef de ménage
2	13	Féminin	28	Chef de ménage
3	14	Féminin	25	Chef de ménage
4	23	Féminin	60	Chef de ménage
5	24	Féminin	43	Chef de ménage
6	33	Féminin	30	Chef de ménage
7	36	Féminin	35	Chef de ménage
8	50	Féminin	32	Chef de ménage
9	54	Féminin	40	Chef de ménage
10	57	Féminin	32	Chef de ménage
11	71	Féminin	36	Chef de ménage
12	75	Féminin	79	Chef de ménage

Lors de l'approfondissement des enquêtes socioéconomiques au cours du développement du PAR, une attention particulière sera accordée à ce groupe en vue d'analyser leur vulnérabilité.

D'ailleurs, le PRAO-GN en avait identifié trois (03) PAP considérées comme vulnérables. De plus, l'Audit recommande d'en rajouter quatre (04) autres PAP dont l'âge, le nombre de personnes en charge et leur statut dans le ménage pourraient diminuer leur capacité de résilience face aux impacts du Projet.

Le tableau ci-dessous indique les personnes considérées comme vulnérables et devant bénéficier de l'appui du PRAO-GN.

Tableau 9 : Liste des PAP vulnérables

N°	Code PAP	Sexe	Âge	Statut de la PAP dans le ménage	Nombre de personnes en charge	Catégories de PAP
1	2	Masculin	85	Chef de ménage	12	Habitat
2	23	Féminin	60	Chef de ménage	11	Habitat & Place d'affaire
3	72	Féminin	63	Epouse CM	00	Place d'affaire
4	75	Féminin	79	Chef de ménage	11	Place d'affaire
5	78	Masculin	75	Chef de ménage	04	Habitat
6	79	Masculin	65	Chef de ménage	12	Habitat & Place d'affaire
7	82	Masculin	85	Chef de ménage	15	Habitat & Place d'affaire

3.5. Évaluation du respect des exigences de la PO 4.12 en termes de respect du principe d'une juste et pleine compensation

3.5.1. Rappel du principe

Conformément au principe de la justice et de la pleine compensation, visé par la PO 4.12, l'auditeur a procédé à un inventaire et une évaluation contradictoires des biens affectés, à l'issu desquels il a comparé les montants des indemnisations avec l'évaluation fait par le PRAO-GN.

3.5.2. Démarche

Le principe a été adressé sur la base deux principales sources :

- la documentation disponible (Liste des PAP recensées, registre d'émargement des PAP ayant reçu leurs indemnisations) ;
- les résultats de l'inventaire et de l'évaluation contradictoires menés par le Consultant Auditeur.

Tous ces éléments sont contenus dans le présent rapport. S'agissant de l'évaluation des indemnisations, la démarche adoptée dans le cadre de l'audit social reste conforme aux principes contenus dans le CPR du PRAO-GN.

D'une façon générale, l'auditeur a inventorié et évalué les pertes de manière à aboutir à des niveaux d'indemnisation qui assurent le remplacement intégral de tout actif devant être affecté du fait du Projet.

En plus des pertes d'actifs évaluées, sur la base des coûts de remplacement à neuf avec possibilité d'améliorations, le Consultant Auditeur a estimé d'autres indemnités en espèces, notamment les pertes de revenus et les frais de déménagement, qui devront être versées aux PAP dans le cadre du processus d'indemnisation complémentaire.

Ainsi, les indemnisations par type de perte ont été évaluées comme suit :

Pertes de terres

De manière spécifique, aucune personne détentrice d'un droit légal, coutumier et traditionnel reconnu par la législation guinéenne sur les terres n'a été recensée par l'auditeur.

Lors du recensement, aucune personne n'a revendiqué un quelconque droit sur la terre qu'elle occupe. C'est pourquoi aucune indemnité pour la perte foncière n'a été évaluée dans le cadre du sous projet.

Pertes de structures (habitation, commerce et autre structures) sur l'emprise du projet

Les propriétaires et les exploitants de structures inamovibles à vocation d'habitations ou de places d'affaires (commerces, services, fumage de poisson, restauratrice, etc.) qui perdront de façon définitive ces structures du fait du Projet seront indemnisées pour ces pertes.

Conformément à la PO 4.12 de la Banque Mondiale, l'Auditeur a évalué ces structures à leur coût de reconstruction à neuf, sans tenir compte d'une quelconque dépréciation, ni même de la possibilité pour les PAP de réutiliser certains matériaux de récupération en provenance des anciennes structures.

L'évaluation de la valeur de remplacement des structures inamovibles est basée sur le coût à neuf des matériaux de construction recensés plus le coût de la main-d'œuvre.

Pertes d'arbres

La perte causée par l'abattage d'arbres fruitiers et non fruitiers dans les emprises du projet est définitive.

La méthodologie d'évaluation des arbres utilisée par l'Auditeur répond à l'OP 4.12 qui exige la prise en compte de l'âge de l'arbre, sa production, le nombre d'année qu'un arbre de remplacement va prendre pour atteindre sa maturité.

Dans le cadre du recensement contradictoire, seule une PAP propriétaire d'arbres fruitiers est recensée dans les emprises du projet. Le calcul de son indemnisation respecte la démarche ci-dessus décrite.

Perte de revenus

Le Projet d'aménagement du débarcadère de Koukoudé affecte plusieurs catégories de PAP, dont une partie (PAP places d'affaires) perdra temporairement des revenus, du moins pendant toute la durée des travaux, le temps qu'elles soient réinstallées sur le nouveau débarcadère. Et, d'autres (PAP Habitats) seront affectées de manière définitive.

Au cours du recensement contradictoire, l'Auditeur a inventorié uniquement des places d'affaires à statut informel avec des biens dont la plupart sont amovibles.

Ces structures seront donc déplacées physiquement sur un autre site où les propriétaires vont exercer leurs activités en attendant la fin des travaux et leur réinstallation sur le nouveau débarcadère.

En effet, dès la fin des travaux, les PAP détentrices de places d'affaires seront réinstallées dans le nouveau marché au sein du débarcadère et profiteront des nouvelles installations améliorées leur permettant de poursuivre leurs activités. Aussi, les PAPs qui occupent et exercent des activités commerciales dans le bâtiment du CDD seront réinstallées une fois le siège du CDD reconstruit par le PRAO-GN, selon le principe du remplacement total.

Dans tous les cas de places d'affaires, qu'elles possèdent des biens amovibles ou inamovibles, l'indemnité, estimée par l'Auditeur, est basée sur le chiffre d'affaires moyen mensuel déclaré par la PAP au moment du recensement contradictoire. L'indemnité prévue pour ces PAP correspond à un (01) mois de perte de revenus à partir du moment où la PAP continuera à exercer la même activité sur un autre site.

Elle est calculée en partant du principe que les PAP sont encore sur l'emprise.

Par ailleurs, les PAP qui louent leurs places (bâtiment ou autres places d'affaires) perdront également des revenus de location, dès lors que leurs locataires sont obligés de quitter l'emprise du Projet.

Pour ces PAP, l'indemnité est également basée sur les revenus de location déclarés lors du recensement contradictoire pour une périodicité d'un (01) mois.

Frais de déménagement

Le PRAO-GN n'a pas spécifié le versement de frais de déménagement aux PAP. C'est pourquoi, l'Auditeur a prévu une indemnité qui sera offerte à chaque PAP, pour couvrir ses frais de déménagement et de réinstallation.

Ce montant est estimé sur la base de la catégorie de PAP concernée et du volume des matériaux à transporter lors du déménagement.

Ces indemnités, couvrant les coûts de transfert des équipements, de déménagement, notamment, s'établissent comme suit

- Propriétaire d'habitation inférieure ou égale à 3 pièces : 225.000 GNF
- Propriétaire d'habitation supérieure à 3 pièces : 375.000 GNF
- Propriétaire ou locataire de places d'affaires : 225.000 GNF
- Propriétaire d'étals : 100.000 GNF.

3.5.3. Constats de l'audit

Le document portant sur le recensement et les indemnisations, fourni par le PRAO-GN, constitue le référentiel de base qui présente les informations sur le patronyme des PAP, la nature du bien affecté et le montant de l'indemnisation.

3.5.3.1. Constat sur l'effectif de PAP

Le document de recensement fourni par le PRAO-GN présente un effectif de 86 PAP réparties sur les sites 2 et 3.

Cependant, à la suite du recensement contradictoire, l'Audit a relevé l'existence de deux (02) doublons sur le site 2, et de deux (02) omissions, dont un (01) pour le site 2 et un (01) pour le site 3, soit un total de 86 PAP.

Tableau 10 : Informations sur les 02 doublons relevés dans le recensement du PRAO-GN

N° d'ordre selon registre d'émargement PRAO-GN	Site	Code PAP	Nature du bien affecté
18	Hangars de débarquement et de stockage	19	Hangar de fumage
51	Hangars de débarquement et de stockage	19	Hangar de fumage de 8 claies
38	Hangars de débarquement et de stockage	39	Boutique
77	Hangars de débarquement et de stockage	39	Boutique

Au-delà, l'Audit a procédé à la fusion des biens de la PAP Mariama SOUMAH (cf. annexe 8, notamment n°29 et n° 54 du registre d'émargement du PRAO-GN).

Ce regroupement des biens a permis d'enlever une ligne de moins.

Par conséquent, le recensement contradictoire de l'Auditeur révèle un effectif total de 85 PAP.

Le tableau suivant illustre cet écart mineur.

Tableau 11 : Tableau comparatif du nombre de PAP suite au recensement du PRAO-GN et celui de l'Auditeur

Site	Nombre de PAP recensées par le PRAO-GN	Nombre de PAP recensées par l'Auditeur
Site 2 : Construction de hall de vente, du hangar de débarquement des produits frais, etc.	79	77
Site 3 : Construction d'un hangar de fumage amélioré, rénovation du hangar existant, etc.	7	8
Total	86	85

Cet effectif de 85 PAP est réparti en trois (03) principales catégories :

- Les PAP qui perdent des habitations uniquement ;
- Les PAP dont les places d'affaires uniquement sont affectées ;
- Les PAP qui perdent à la fois des habitations et des places d'affaires.

Le tableau suivant illustre les pertes selon les catégories suscitées.

Tableau 12 : Répartition des PAP par catégorie de perte et par site

Catégorie de PAP	Nombre de PAP		Total PAP
	Hangar de fumage amélioré	Hangars de débarquement et de stockage	
Habitat	5	4	9
Place d'affaire	1	69	70
Place d'affaire et Habitat	2	4	6
Total	8	77	85

Parmi les 85 PAP recensées par l'Auditeur, 71 sont des exploitants – propriétaires de petits magasins et commerces divers (comme déjà indiqué il n'y a pas de propriétaires formels ou coutumiers), alors que les exploitants non propriétaires sont au nombre de 10, contre 01 PAP qui est à la fois propriétaire exploitant et exploitant non propriétaire et 3 PAP propriétaires non exploitants.

Le tableau suivant fait la synthèse des catégories de pertes selon le statut de propriété de la PAP.

Tableau 13 : Répartition des PAP selon le statut de propriété de petits magasins et commerces divers

Statut	Exploitant non propriétaire	Propriétaire non exploitant	Propriétaire exploitant	Propriétaire exploitant / exploitant non propriétaire ⁴	Total
Habitat	0	0	9	0	9
Place d'affaire	10	7	51	2	70
Place d'affaire et Habitat	0	0	6	0	6
Total	10	7	66	2	85

3.5.3.2. Constat sur les changements de patronymes des PAP

Au cours du recensement contradictoire, l'Audit a identifié chaque personne enquêtée via, soit sa pièce d'identité, soit sa carte d'électeur, soit sa carte d'association, notamment, en vue d'identifier le véritable patronyme de la PAP.

⁴ Nous avons 02 PAP qui sont propriétaires et exploitants d'un bien et Exploitant non propriétaire d'un autre bien.

Bien que certaines PAP ne disposent pas de pièce permettant de les identifier, l'Audit a relevé l'existence de 10 PAP dont les patronymes inscrits dans le registre de recensement du PRAO-GN ne sont pas corrects.

Les erreurs semblent provenir des PAP qui ont une coutume de donner leurs surnoms.

Dans tous les cas, des précisions ou changements sur les patronymes des PAP ont été apportés par l'Auditeur.

Le tableau suivant renseigne sur les constats d'audit relativement au changement de patronyme.

Tableau 14 : Tableau illustratif des changements de patronyme des PAP

Code PAP	Zone Impact
1	Hangars de débarquement et de stockage
2	Hangars de débarquement et de stockage
3	Hangars de débarquement et de stockage
4	Hangars de débarquement et de stockage
5	Hangars de débarquement et de stockage
6	Hangars de débarquement et de stockage
7	Hangars de débarquement et de stockage
8	Hangars de débarquement et de stockage
9	Hangars de débarquement et de stockage
10	Hangars de débarquement et de stockage
11	Hangars de débarquement et de stockage
12	Hangars de débarquement et de stockage
13	Hangars de débarquement et de stockage
14	Hangars de débarquement et de stockage
15	Hangars de débarquement et de stockage
16	Hangars de débarquement et de stockage
17	Hangars de débarquement et de stockage
18	Hangars de débarquement et de stockage
19	Hangars de débarquement et de stockage
20	Hangars de débarquement et de stockage
21	Hangars de débarquement et de stockage
22	Hangars de débarquement et de stockage
23	Hangars de débarquement et de stockage
24	Hangars de débarquement et de stockage
25	Hangars de débarquement et de stockage
26	Hangars de débarquement et de stockage
27	Hangars de débarquement et de stockage
28	Hangars de débarquement et de stockage
29	Hangars de débarquement et de stockage
30	Hangars de débarquement et de stockage
31	Hangars de débarquement et de stockage
32	Hangars de débarquement et de stockage
33	Hangars de débarquement et de stockage
34	Hangars de débarquement et de stockage
35	Hangars de débarquement et de stockage
36	Hangars de débarquement et de stockage
37	Hangars de débarquement et de stockage
38	Hangars de débarquement et de stockage
39	Hangars de débarquement et de stockage
40	Hangars de débarquement et de stockage
41	Hangars de débarquement et de stockage
42	Hangars de débarquement et de stockage
43	Hangars de débarquement et de stockage
44	Hangars de débarquement et de stockage
45	Hangars de débarquement et de stockage
46	Hangars de débarquement et de stockage
47	Hangars de débarquement et de stockage
48	Hangars de débarquement et de stockage
49	Hangars de débarquement et de stockage
50	Hangars de débarquement et de stockage
51	Hangars de débarquement et de stockage
52	Hangars de débarquement et de stockage
53	Hangars de débarquement et de stockage
54	Hangars de débarquement et de stockage

Code PAP	Zone Impact
55	Hangars de débarquement et de stockage
56	Hangars de débarquement et de stockage
57	Hangars de débarquement et de stockage
58	Hangars de débarquement et de stockage
59	Hangars de débarquement et de stockage
60	Hangars de débarquement et de stockage
61	Hangars de débarquement et de stockage
62	Hangars de débarquement et de stockage
63	Hangars de débarquement et de stockage
64	Hangars de débarquement et de stockage
65	Hangars de débarquement et de stockage
66	Hangars de débarquement et de stockage
67	Hangars de débarquement et de stockage
68	Hangars de débarquement et de stockage
69	Hangars de débarquement et de stockage
70	Hangars de débarquement et de stockage
71	Hangars de débarquement et de stockage
72	Hangars de débarquement et de stockage
73	Hangars de débarquement et de stockage
74	Hangars de débarquement et de stockage
75	Hangars de débarquement et de stockage
76	Hangars de débarquement et de stockage
77	Hangar de fumage amélioré
78	Hangar de fumage amélioré
79	Hangar de fumage amélioré
80	Hangar de fumage amélioré
81	Hangar de fumage amélioré
82	Hangar de fumage amélioré
83	Hangar de fumage amélioré
84	Hangars de débarquement et de stockage
85	Hangar de fumage amélioré

3.5.3.3. Constat sur les actifs ou biens impactés

L'insuffisance d'une description détaillée des impenses ou actifs touchés n'a pas facilité le travail du Consultant Auditeur en termes de catégorisation des pertes.

En effet, le registre de recensement du PRAO-GN n'ayant pas suffisamment détaillé les impacts induits par le Projet sur chaque PAP, il a fallu, lors de l'inventaire contradictoire, passer beaucoup de temps à caractériser chaque bien affecté.

Tableau 15 : Tableau comparatif des actifs recensés par le PRAO-GN et l'Auditeur

RESULTATS RECENSEMENTS PRAO-GN		RESULTATS RECENSEMENTS CONSULTANT AUDITEUR				
Zone Impact	Types d'impacts identifiés par PRAO-GN	Code PAP	Nature du bien impacté	Type d'infrastructure touchée	Fonction élément affecté	Caractéristique du bien
Hangars de débarquement et de stockage	Logement et boutique	1	Habitat, Place d'affaire	1 structure précaire à usage d'habitation d'1 chambre de 25 m2 dont le sol dallé + 1 espace ouvert pour vente de thé et de café + 1 espace ouvert dédié à l'enseignement coranique	Habitation et Activité commerciale	Amovible, Fixe
Hangars de débarquement et de stockage	Logement et boutique	2	Habitat	Structure fixe d'habitation composée de 5 chambres, 1 salon, 1 toilette extérieure et 1 cuisine extérieure	Habitation	Fixe
Hangars de débarquement et de stockage	Logement et hangar en tôles	3	Habitat	Structure fixe à usage d'habitation et commerciale de 42 m2 (3 chambres + 1 salon en dur, 1 toit en tôle, 1 douche + wc externe)	Habitation et commerce	Fixe
Hangars de débarquement et de stockage	Bureau CDD + 1 hangar de 15 caisses à glace	4	Place d'affaire	Caisse de glace	Commerce	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Logement et étalage en semi dur (personne vulnérable)	5	Habitat, Place d'affaire			
Hangars de débarquement et de stockage	5 boutiques et 1 télé centre	6	Place d'affaire	01 structure fixe à usage commercial en tant qu'exploitant non propriétaire	Service (Recharge de téléphones)	Amovible, Fixe
				1 structure précaire de 25 m2 à usage de restaurant précaire en tant que Propriétaire non exploitant	Commerce (Vente de riz)	Amovible, Fixe
				1 structure précaire de 25 m2 à usage de vente d'habillement en tant que Propriétaire non exploitant	Commerce (Vente d'habillement, chaussures et sacs)	Amovible

				1 structure précaire de 12,5 m2 à usage de vente d'habillement en tant que Propriétaire non exploitant	Commerce (Vente d'habillement, chaussures et sacs)	Amovible
				1 structure précaire de 12,5 m2 à usage de vente d'habillement en tant que Propriétaire non exploitant	Commerce (Vente d'habillement, chaussures et sacs)	Amovible
				1 structure précaire de 12,5 m2 à usage commerciale en tant que Propriétaire non exploitant	Commerce (Vente d'habillement, chaussures et sacs)	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	7 boutiques et 1 hangar de fumage de 2 claies	7	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial en tant Exploitant non propriétaire + 1 Hangar de fumage de 2 claies	Commerce et fumage de poissons	Fixe
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	8	Place d'affaire	1 structure en dur de 42 m2 à usage commercial	Commerce	Fixe
Hangars de débarquement et de stockage	Logement en semi dur	9	Habitat	1 structure en dur de 53 m2 à usage d'habitation (3 chambres + 1 salon + toiture en tole) + 1 douche + 1 wc externes	logement	Amovible,Fixe
Hangars de débarquement et de stockage	Hangar de vente de riz	10	Place d'affaire	1 structutre précaire de 10 m2 à usage commerciale avec sol dallé en ciment	commerciale	Amovible,Fixe
Hangars de débarquement et de stockage	2 Boutiques	11	Place d'affaire	1 structutre précaire de 30 m2 à usage commerciale avec sol dallé en ciment	Commerce	Amovible,Fixe
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	12	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	commerciale	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Etalage	13	Place d'affaire	1 Etale à usage commercial	commerciale	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Etalage	14	Place d'affaire	1 Etal à usage commercial	commerciale	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage		15	Place d'affaire	1 Etal à usage commercial	commerciale	Amovible

Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	16	Place d'affaire	01 Structure précaire de 25 m2 à usage commercial dont le sol est dallé en ciment par le locataire	commerciale	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	17	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Commerçant	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	18	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	commerciale	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Hangar de fumage de 8 claies	19	Place d'affaire	Hangar de fumage de 8 claies	Fumage de poisson	Fixe
Hangars de débarquement et de stockage	Hangar de fumage	20	Place d'affaire	Hangar de fumage de poisson de 16 claies	Fumage de poissons	Fixe
Hangars de débarquement et de stockage	Hangar de fumage	21	Place d'affaire	Hangar de fumage de poisson de 16 claies	Commerce	Fixe
Hangars de débarquement et de stockage	Bar Café	22	Place d'affaire	1 Etal à usage commercial	Place d'affaire (vente de café et du thé)	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Logement et Hangar en tôles	23	Habitat, Place d'affaire	1 structure à usage d'habitation de 120 m2 composée de 6 chambres, 1 salon, 1 douche et WC séparés, 1 véranda + 1 Aire de fumage de poisson de 10 claies	Habitation et Hangar de fumage de poisson	Amovible, Fixe
Hangars de débarquement et de stockage	Etable et boutique	24	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Place d'affaire (vente produits alimentaires et divers)	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	25	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Commerce	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	26	Place d'affaire	1 structure semi fixe à usage commerciale avec sol dallé en ciment sur 45 m2	Commerce	Amovible, Fixe
Hangars de débarquement et de stockage	Hangar de fumage	27	Place d'affaire	1 hangar de fumage de poisson de 2 claies	Fumage de poissons : 16 claies	Fixe

Hangars de débarquement et de stockage	Etalage de vente de riz	28	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Commerce (Vente d'eau)	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Etalage de vente de riz	29	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial servant également de logement	Commerce	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique et vidéoclub en tôles	30	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Service (vidéo club)	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Atelier de couture	31	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Atelier de couture	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	32	Place d'affaire	1 structure semi fixe de 80 m2 à usage commerciale avec sol dallé en ciment sur 80 m2	Commerce	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	logement et boutique en tôles	33	Habitat, Place d'affaire	1 structure fixe à usage d'habitation de 10,2 m2 (1 chambre et 1 WC extérieur et d'un espace à usage commercial) avec toiture en zing	Habitation et Commerce (Vente de légumes)	Fixe
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	34	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Commerce	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	35	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Commerce	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	36	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Commerce	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	2 Boutiques	37	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial dont le sol est dallée en ciment	Commerce	Amovible, Fixe
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	38	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Commerce	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	39	Place d'affaire	1 centenaire 40 pied à usage commercial	Commerce	Amovible

Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	40	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Commerce	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Hangar de vente de riz	41	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Commerce	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	42	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Commerce	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	43	Place d'affaire	1 structure semi fixe à usage commerciale avec sol dallé en ciment	Commerce	Amovible,Fixe
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	44	Place d'affaire	1 structure semi fixe à usage commerciale avec sol dallé en ciment	Commerce	Amovible,Fixe
Hangars de débarquement et de stockage	Bar café	45	Place d'affaire	01 Structure semi fixe de 25 m2 à usage commercial (sol est dallé en ciment par le locataire)	Commerce (Vente de café et de boissons chaudes)	Amovible,Fixe
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	46	Place d'affaire	01 Structure semi fixe de 25 m2 à usage commercial (sol est dallé en ciment par le locataire)	Commerce	Amovible,Fixe
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	47	Place d'affaire	01 Structure semi fixe de 12,5 m2 à usage commercial (sol est dallé en ciment par le locataire)	Commerce (Vente d'habillement)	Amovible,Fixe
Hangars de débarquement et de stockage	Gargotte	48	Place d'affaire	01 Structure semi fixe de 12,5 m2 à usage commercial (sol est dallé en ciment par le locataire)	Commerce (Vente de riz)	Amovible,Fixe
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	49	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Commerce	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	50	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Commerce (Vente de riz)	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Hangar de fumage de 8 claies	51	Place d'affaire	1 hangar de fumage de poisson de 8 claies	Fumage de poisson	Fixe

Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	52	Place d'affaire	1 structure semi fixe à usage commercial (sol est dallé en ciment)	Commerce	Amovible,Fixe
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	53	Place d'affaire	1 structure semi fixe à usage commercial (sol est dallé en ciment)	Commerce	Amovible,Fixe
Hangars de débarquement et de stockage	Etalage	54	Place d'affaire	1 Etal à usage commercial	Commerce (Vente de riz)	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	55	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Commerce (Vente de produits alimentaires)	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	56	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Commerce	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Etalage	57	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Commerce	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	58	Place d'affaire	1 structure semi fixe à usage commercial de 12,5 m2 (sol dallé en ciment)	Commerce (vente d'habillements)	Amovible,Fixe
Hangars de débarquement et de stockage	Hangar de friperie	59	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Commerce	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	60	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Commerce	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Hangar bar café	61	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Commerce	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	62	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Commerce	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Etalage	63	Place d'affaire	1 Etal à usage commercial	Commerce	Amovible

Hangars de débarquement et de stockage	Etalage de médicaments	64	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Commerce	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	65	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Commerce	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Etalage	66	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Commerce (Vente d'habillement)	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	67	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Commerce	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	68	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Commerce	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	69	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Commerce	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Boutique	70	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Commerce (vente d'habillements)	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Etalage de vente de riz	71	Place d'affaire	1 Etal à usage commercial	Commerce	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Etalage	72	Place d'affaire	1 Etal à usage commercial	Commerce (Vente de produits alimentaires)	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Logement et bar en tôles	73	Place d'affaire	1 structure précaire à usage commercial	Vente de riz et de boisson	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage	Hangar 4 claies	74	Place d'affaire	1 hangar de fumage de poisson de 8 claies	Fumage de poisson	Fixe
Hangars de débarquement et de stockage	Hangar 8 claies + 4 caisses à glace	75	Place d'affaire	1 hangar de fumage de poisson de 8 claies et 4 caisses de glace	Fumage de poisson	Amovible,Fixe

Hangars de débarquement et de stockage	Etalage de vente de riz	76	Place d'affaire	1 Etal à usage commercial	Vente de produits alimentaires	Amovible
Hangar de fumage amélioré	1 logement en semi dur	77	Habitat	1 structure à usage d'habitation en semi dur de 80 m2 (3 chambres, 1 salon, 1 véranda) et 1 puit moderne amélioré + 2 toilettes externes en zinc	Habitat	Fixe
Hangar de fumage amélioré	1 logement en bambou	78	Habitat	1 structure à usage d'habitation de 84 m2 (maison en boubou) composée de 6 chambres avec douche externe+ toit en zinc + sol dallé en ciment	Habitat	Amovible,Fixe
Hangar de fumage amélioré	1 logement en hangar et 1 fumoir d'une claie	79	Habitat /Place d'affaire	1 structure précaire à usage d'habitation de 26,79 m2 composée de 2 chambres + 1 toilette extérieure, et 1 hangar de fumage de poisson d'1 claie	Habitation et Aire de fumage de poisson	Amovible
Hangar de fumage amélioré	Logement en bambou	80	Habitat	1 structure semi dur à usage d'habitation de 76,26 m2 composée de 4 chambres + toit en zinc + sol dallé en ciment + douche extérieure en zinc	Habitation	Amovible,Fixe
Hangar de fumage amélioré	Logement en semi dur	81	Habitat	1 structure précaire à usage d'habitation composée de 2 chambres + 1 toilette	Habitation	Amovible
Hangar de fumage amélioré	Logement en semi dur et 1 fumoir d'une claie	82	Place d'affaire/Habitat	1 structure précaire de 44,8 m2 à usage d'habitation composée de 3 chambres + 1 salon + 1 toilette extérieure + 1 hangar de fumage de poisson	Habitation et Places d'affaire	Amovible,Fixe
Hangar de fumage amélioré	Logement en bambou	83	Habitat	1 structure précaire de 90 m2 à usage d'habitation (paille plus bois) composée de 3 chambres et 1 toilette extérieure	Habitation	Amovible
Hangars de débarquement et de stockage		84	Habitat	Structure semi dure à usage d'habitation de 3 chambres, 1 salon, 1 véranda et 1 puit moderne amélioré	Habitation	Amovible,Fixe
Hangar de fumage amélioré		85	Place d'affaire	1 hangar de fumage de poisson de 6 claies	Vente de poisson fumé	Fixe



Vue d'une place d'affaire impactée qui sert en même temps d'habitation



Vue d'une structure à usage d'habitation impactée



Vue d'un hangar de fumage de poisson



Vue de caisses de glace à déplacer



Vue d'une structure à usage d'habitation impactée avec un puit amélioré



Vue de quelques étales impactés



Vue d'une place de vente de riz



Vue d'une structure d'habitation impactée

L'exploitation des données consignées dans le tableau ci-dessous a permis de noter que toutes les indemnisations évaluées par le PRAO-GN n'ont pas tenu compte des actifs affectés et non pas été évaluées sur la base de leur valeur de remplacement.

3.5.4. Relevés des écarts

L'audit a décelé l'absence d'informations documentées pouvant permettre de statuer sur la méthode d'évaluation utilisée par le PRAO-GN pour déterminer les indemnisations.

Par ailleurs, pour bon nombre de PAP, les montants alloués par le PRAO-GN ne couvrent pas les pertes qu'elles subissent, lesquelles pertes se traduisent sous les deux formes suivantes :

1. Pertes d'équipements et de structures fixes à usage de places d'affaires ou d'habitations;
2. Pertes d'arbres (abattage) fruitiers.

Pour les besoins d'estimation des indemnisations pour pertes recensées, l'audit a collecté, de manière participative avec les PAP, les informations portant sur les coûts des investissements initiaux des biens affectés qu'ils soient individuels ou collectifs.

En effet, lorsqu'il s'est agi de cette tâche, le consultant a tenu à présenter à la PAP la méthodologie recommandée par la PO 4.12 en termes d'évaluation des indemnisations pour les pertes de structures et d'arbres, avant de procéder avec la PAP au métrage et/ou au comptage des biens affectés.

Dans bien des cas, la PAP a donné les informations sur les coûts d'investissement qui intègre la main d'œuvre.

En l'absence d'informations sur les coûts d'investissement, une évaluation basée sur les quantités et les prix du marché a été faite par le Consultant.

Pour ce que concerne le foncier, aucune superficie de terre formelle ou informelle, appartenant à un tiers, n'a été revendiquée lors de l'audit.

Outre ce constat, l'Audit social remarque que les indemnités prévues pour les PAP ne couvrent pas les pertes de revenus temporaires.

Pour des raisons de confidentialité, les écarts en termes d'indemnisation sont fournis dans un fichier séparé.

3.5.5. Evaluation du respect du principe de juste et pleine compensation

Globalement, l'audit constate les non conformités suivantes :

- **l'inventaire des biens ou actifs impactés n'est pas exhaustif ;**
- **le principe d'une juste et pleine compensation n'est pas totalement respecté par le PRAO-GN**
- **le PRAO-GN n'a pas évalué les pertes de revenus temporaires aux fins de les indemniser aux PAP**
- **le PRAO-GN n'a pas prévu des indemnités afférentes au déménagement des PAP.**

Au total, le PRAO-GN devra mobiliser une enveloppe supplémentaire d'un montant de 385 743 328 GFN pour se conformer au principe de juste et pleine compensation de la PO 4.12 de la Banque Mondiale.

3.6. Évaluation du respect des exigences de la PO 4.12 en termes de consultation du public et de processus participatif

3.6.1. Rappel du principe

Conformément à la PO 4.12, il convient de vérifier l'effectivité du processus inclusif et participatif des populations pendant tout le processus de réinstallation, et ce, pendant les étapes de recensement, de l'élaboration du PAR, et de l'élaboration et l'exécution du programme de suivi/évaluation du PAR.

De plus, cette étape permet de s'assurer que les personnes touchées ont eu l'opportunité de participer et de choisir parmi les options réalisables.

3.6.2. Démarche

Le respect de cette exigence a été vérifié en se fondant sur deux principales démarches :

- la revue documentaire (Avis, communiqués, PV ou autres sources écrites et orales pouvant témoigner de la tenue de rencontres formelles avec le projet) ;
- les consultations individuelles et collectives menées par le Consultant Auditeur pendant son mandat.

3.6.3. Constats de l'audit

Le présent audit social a collecté des informations documentées pouvant attester de l'existence d'un programme participatif (cf. PV de réunion, feuille de présence, photos).

De plus, lors de l'administration du questionnaire de recensement aux PAP, 100% des interrogées ont déclaré avoir été informées du Projet bien avant le recensement effectué par le PRAO-GN, soit via le PRAO-GN lui-même, soit à travers le Comité de Développement du Débarcadère (CDD) ou par le biais des autorités communales.

3.6.4. Relevés des écarts

Le processus d'indemnisation, initié par le PRAO-GN, a satisfait les exigences du CPR en termes de participation et de consultation des communautés affectées.

Selon les PAP, plusieurs canaux de consultation ont été utilisés pour les informer et les consulter. Ces canaux sont : (i) les autorités locales, (ii) les responsables du comité de développement du débarcadère comprenant certaines PAP et (iii) le PRAO-GN lui-même, via son expert en sauvegardes.

Malgré l'absence d'écart à ce niveau, l'Auditeur a tenu une séance publique de consultation, à l'issue de laquelle un PV a été dressé (cf. annexe 6).

3.6.5. *Evaluation du respect du principe de consultation et de processus participatif*

L'approche utilisée dans la conduite du processus d'indemnisation est conforme aux exigences du CPR en termes de processus participatif. Elle est documentée.

De plus, l'assemblée tenue dans le cadre de l'audit social atteste de l'acceptabilité sociale du projet.

Par contre, certaines PAP ont estimé que les indemnités reçues du PRAO-GN ne reflètent pas les biens qu'elles perdent. Ce qui peut être un risque pour l'acceptabilité du processus de réinstallation, notamment en termes de justesse.

3.7. Évaluation du respect des exigences de la PO 4.12 en termes de procédures de recours

3.7.1. *Rappel du principe*

Conformément au principe portant sur les mécanismes de recours pour le traitement des doléances visé par la PO 4.12, il convient de vérifier le respect des procédures de recours contenues dans le CPR.

3.7.2. *Démarche*

Le principe a été adressé sur la base des points de vérification suivants :

- L'existence d'un dispositif d'enregistrement des plaintes ;
- L'existence d'un mécanisme de résolution à l'amiable ;
- la documentation disponible (Réclamations, PV de médiation, etc.).

3.7.3. *Constats de l'audit*

Au cours de l'audit social du processus d'indemnisation, faisant l'objet du présent audit, il a constaté et bien documentée la mise en place d'un dispositif de gestion des plaintes et des réclamations.

En effet, un PV daté du 05 décembre 2016 constitue la preuve qu'une commission de gestion des griefs composée de 07 membres a été mise en place dans le cadre du projet d'aménagement du débarcadère de Koukoudé (cf. annexe 3).

Cette commission est constituée des personnes suivantes :

- Le Directeur préfectoral de l'habitat et de la construction de Boffa, Président de la commission ;
- La Directrice préfectoral de la pêche de de Boffa, Rapporteuse ;
- Le Sous-Préfet de Douprou, membre ;
- La Maire de Douprou, membre ;
- Le Représentant des jeunes de Koukoudé, membre ;
- Le Représentant des sages de Koukoudé, membre ;
- Le Représentant de la société civile de Koukoudé, membre.

Les principales plaintes traitées par ladite commission sont présentées en annexes 4 et 5.

En effet, deux (02) rapports ont été élaborés par ladite commission suite à des recours sur les montants des indemnisations et les options de réinstallation.

En termes de renforcement des capacités, le Projet n'a fait que sensibiliser les membres de la commission sur les exigences et procédures contenues dans le CPR en matière de recueil, analyse et traitement des réclamations.

En tout état de cause, l'Auditeur a noté que l'approche privilégiée, pour le traitement des réclamations, est la négociation et la conciliation à l'amiable, telles que recommandées par le CPR.

3.7.4. Relevés des écarts

Conformément à son CPR, le PRAO-GN a privilégié l'implication des autorités locales et des organisations de la société civile dans le traitement des plaintes, réclamations et conflits.

Le Projet a ainsi satisfait cette exigence.

3.7.5. Evaluation du respect des procédures de recours

Globalement, l'audit ne révèle aucune non-conformité relative au respect des procédures de recours.

Le PRAO-GN a mis en place un mécanisme d'enregistrement et de gestion des plaintes et a privilégié la résolution à l'amiable.

Ce mécanisme qui est pris en charge par une commission de gestion des griefs a permis le règlement à l'amiable de 09 plaintes.

Une première saisie de la commission a permis de traiter 03 plaintes dont 02 recevables avec traitement favorable et 01 rejetée.

Alors que la seconde saisine, objet du rapport n°2 de la commission a permis de traiter 06 plaintes pour lesquelles une solution a été trouvée pour chacun des cas.

3.8. Évaluation du respect des exigences de la PO 4.12 en matière de suivi-évaluation

3.8.1. Rappel du principe

Conformément à la PO 4.12, le PRAO-GN est responsable entre autre du suivi interne d'un plan de réinstallation.

Fort de cette exigence, l'établissement de la situation de référence reste une exigence au même titre que la mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation de la réinstallation.

3.8.2. Démarche

La satisfaction de ce principe a été analysée en se basant sur les éléments suivants :

- Existe-t-il une situation de référence pouvant permettre de renseigner des indicateurs clefs en matière de suivi-évaluation de la réinstallation ?
- Existe-t-il un dispositif chargé du suivi-évaluation de la réinstallation ?
- Y-a-t-il une documentation disponible pouvant attester d'un suivi effectif de la réinstallation (PV de réunions, PV de médiation, etc.).

3.8.3. *Constats de l'audit*

Au cours du processus d'indemnisation faisant l'objet du présent audit, des informations ont été fournies par le PRAO-GN pour attester de l'existence de mécanisme de suivi-évaluation.

D'une part, le « Rapport Annuel de l'Expert en Sauvegarde Environnementale et Sociale Juillet 2016 - Juin 2017 » fait état des progrès réalisés en termes de préparation et de mise en œuvre du processus d'indemnisation.

D'autre part, toutes les réclamations et griefs traités par le CGG ont été documentés.

Cependant, aucun des indicateurs contenus dans le CPR n'a été renseigné, ce qui constitue un écart par rapport au CPR.

De plus, la non prise en compte de certaines activités de mise en œuvre des mesures de sauvegarde environnementale et sociale a été soulignée dans le Rapport ci-dessus cité.

3.8.4. *Relevé des écarts*

Les mécanismes de préparation du plan d'indemnisation n'ont pas intégré les exigences spécifiques du CPR en termes de suivi-évaluation de la réinstallation.

Les indicateurs de suivi n'ont pas été renseignés par le PRAO-GN.

3.8.5. *Evaluation du respect du principe d'intégration des aspects socioéconomiques*

L'approche utilisée dans la conduite du processus d'indemnisation n'a pas suffisamment pris en compte les exigences du CPR en termes de suivi-évaluation.

Certes, le PRAO-GN a assez bien planifié, mis en œuvre et suivi la récupération des indemnisations par les PAP du site 2, mais aucune autre action spécifique n'a été documentée.

En outre, malgré leur identification par le PRAO-GN, aucune PAP vulnérable n'a bénéficié d'un suivi rapproché afin de s'assurer de sa capacité de résilience.

Tableau 16 : Récapitulatif de l'évaluation du respect des principes et exigences du CPR

Thème	Cadre juridique guinéen	Politique opérationnelle 4.12 de la Banque Mondiale	Conformité du processus d'indemnisation		Commentaires
			Législation guinéenne	PO 4.12 de la Banque Mondiale	
Eligibilité à une Compensation	Les critères d'éligibilité sont bien définis dans la législation guinéenne mais la démarche d'identification des personnes susceptibles d'être affectées et la détermination des PAP éligibles n'est pas explicite.	<p>PO 4.12, par. 4:</p> <p>La politique de réinstallation s'applique à toutes les composantes du projet qui risquent d'entraîner une réinstallation involontaire, quelle que soit la source de financement de celui-ci selon les conditions établies au paragraphe 4.</p> <p>. Elle s'applique également aux autres activités donnant lieu à une réinstallation involontaire, qui, aux yeux de la Banque, sont d'abord directement et notoirement en relation avec le projet financé par la Banque ; ensuite nécessaires pour atteindre les objectifs tels qu'ils ont été fixés dans le document du projet ; et enfin réalisées, ou planifiées pour être réalisées, en parallèle avec le projet.</p>	Non prévu	NON	Malgré 2 omissions, le recensement du PRAO-GN a quasiment couvert les personnes non détentrices de droits formels.
Date limite d'éligibilité	Les critères d'éligibilité sont bien définis dans la législation guinéenne mais la démarche d'identification des personnes susceptibles d'être affectées et la détermination des PAP éligibles n'est pas explicite. La date limite d'éligibilité n'est pas fixée par la législation guinéenne	OP.4.12 par.14 ; Annexe A par.5. a) i) : Le recensement permet d'identifier les personnes éligibles à l'aide pour décourager l'arrivée massive de personnes inéligibles. Mise au point d'une procédure acceptable pour déterminer les critères d'éligibilité des personnes déplacées en impliquant les différents acteurs. Exclure du droit à compensation et à l'aide des populations qui s'installent dans la zone après la décision de réaliser le projet et l'élaboration du recensement des populations éligibles à la réinstallation et autres compensations.	Non prévu	OUI	La date d'éligibilité a été établie et publiée avant le recensement effectué par le PRAO-GN. La documentation y afférente est collectée et annexée au présent rapport comme preuve que la date d'éligibilité a été divulguée.

Thème	Cadre juridique guinéen	Politique opérationnelle 4.12 de la Banque Mondiale	Conformité du processus d'indemnisation		Commentaires
			Législation guinéenne	PO 4.12 de la Banque Mondiale	
Participation	La législation guinéenne n'a pas prévu de dispositions spéciales pour la participation	Les populations déplacées devront être consultées de manière constructive et avoir la possibilité de participer à tout le processus de réinstallation conformément au § 2 b) de l'OP.4.12 ; § 13 a) Annexe A par. 15 d) ; Annexe A par. 16 a) ;	Non prévu	OUI	Lors des enquêtes menées par l'Auditeur social, les PAP ont affirmé avoir été impliquées dans le processus via plusieurs canaux d'information. Cette participation a été régulière et documentée par le PRAO-GN
Occupants irréguliers	La législation guinéenne a prévu ces dispositions à l'article 39 du code foncier et domanial	PO 4.12, par. 16: Les personnes relevant du par.15 c) reçoivent une aide à la réinstallation en lieu et place de la compensation pour les terres qu'elles occupent, et toute autre aide, en tant que de besoin, aux fins d'atteindre les objectifs énoncés dans la présente politique, à la condition qu'elles aient occupé les terres dans la zone du projet avant une date limite fixée. OP. 4.12 par. 6. b) i) et c) : Si une relocalisation physique est nécessaire, les personnes déplacées doivent bénéficier d'une aide telle que des indemnités de déplacement durant la réinstallation.	OUI	OUI	Toutes les PAP recensées dans les emprises du Projet occupent le domaine maritime, donc théoriquement, elles sont toutes irrégulières. Mais malgré cette donne, toutes les PAP sont des ayant droits selon la PO 4.12 et ont été recensées et indemnisées comme tels
Groupes Vulnérables	La législation guinéenne n'a pas prévu de dispositions spéciales concernant les groupes vulnérables	PO 4.12, par. 8: Pour que les objectifs de la politique de réinstallation soient pleinement respectés, une attention particulière est à porter aux groupes vulnérables au sein des populations déplacées, notamment les personnes vivant en deçà du seuil de pauvreté, les travailleurs sans terre, les femmes et les enfants, les populations autochtones, les minorités ethniques et toutes les autres personnes déplacées qui ne font pas l'objet d'une	Non prévu	NON	Des personnes dites vulnérables ont été certes identifiées par le PRAO-GN mais aucun critère n'a été déterminé pour justifier leur vulnérabilité. Toutefois, la caractérisation socioéconomique menée par l'Auditeur a permis d'identifier 06 PAP vulnérables dont 02 femmes.

Thème	Cadre juridique guinéen	Politique opérationnelle 4.12 de la Banque Mondiale	Conformité du processus d'indemnisation		Commentaires
			Législation guinéenne	PO 4.12 de la Banque Mondiale	
		protection particulière dans la législation Nationale			
Evaluation terres	La législation guinéenne prévoit que l'indemnisation des biens affectés doit se faire à juste valeur. Cela suppose que les terres affectées doivent être remplacées par de nouvelles terres à potentiels au moins équivalents	Remplacer à base des prix du marché par m ²	NON	OUI	Aucun titre formel ou autre droit coutumier ou traditionnel n'a été identifié dans l'emprise du projet.
Evaluation Structures	Selon l'article 55 du CFD l'expropriation pour cause d'utilité publique se fait sur la base du paiement d'une juste et préalable indemnité.	Remplacer à base des prix du marché par m ²	NON	NON	Le recensement contradictoire effectué par l'auditeur a révélé que le PRAO-GN n'a pas correctement évalué les pertes de structures inamovibles
Type de Paiement	La législation guinéenne n'a pas prévu de dispositions spéciales concernant les types de paiement	Population dont les moyens d'existence sont tirés de la terre : préférence en nature avec des options non foncières (paiement en espèces, paiement en espèces combiné à des perspectives d'emploi ou de travail indépendant (Cf. OP4.12 para 11)3 Perte de biens : paiement en espèces acceptable selon trois cas (cf. OP4.12 para 12)4	OUI	OUI	Sur le site 2, une seule PAP a été compensée en nature (maison de remplacement) contre 76 PAP payées en numéraire. Une seule PAP n'a pas encore reçu son indemnisation en espèce sur le site 2. Sur le site 3, aucune PAP n'a encore été indemnisée.
Compensation en espèces	La législation guinéenne n'a pas prévu de dispositions spéciales	PO 4.12, par. 12: Le paiement en espèces d'une compensation pour perte de biens est acceptable dans les cas où : a) les moyens d'existence étant tirés des ressources foncières, les terres prises par le projet ne représentent qu'une faible fraction de l'actif affecté et le reste de l'actif est	Non prévu	OUI	Aucun titre formel, coutumier ou traditionnel n'est impacté par le Projet. De plus, aucun moyen de subsistance ou d'existence n'est tiré sur la terre au niveau des 2 sites du projet

Thème	Cadre juridique guinéen	Politique opérationnelle 4.12 de la Banque Mondiale	Conformité du processus d'indemnisation		Commentaires
			Législation guinéenne	PO 4.12 de la Banque Mondiale	
		<p>économiquement viable ;</p> <p>b) des marchés actifs existent pour les terres, les logements et le travail, les personnes déplacées utilisent de tels marchés et il y a une offre disponible suffisante de terres et d'habitations ; où enfin</p> <p>c) les moyens d'existence ne sont pas fondés sur les ressources foncières.</p> <p>Les niveaux de compensation en espèces devront être suffisants pour financer le remplacement des terrains perdus et autres actifs au coût intégral de remplacement sur les marchés locaux</p>			
Compensation en nature – Critères de qualité	La législation guinéenne prévoit que l'indemnisation des biens affectés doit se faire à juste valeur. Cela suppose que les terres affectées doivent être remplacées par de nouvelles terres à potentiels au moins équivalents	<p>PO 4.12, par. 11:</p> <p>Les stratégies de réinstallation sur des terres devront être privilégiées en ce qui concerne des populations déplacées dont les moyens d'existence sont tirés de la terre.</p> <p>A chaque fois que des terres de substitution sont proposées, les terres fournies aux personnes réinstallées doivent avoir une combinaison de potentiel productif, des avantages géographiques et d'autres facteurs au moins équivalents aux avantages des terres soustraites.</p> <p>ANNEXE A OP.4.12 par. 10</p> <p>note 1 : Pour la compensation des terrains en zone urbaine, il faut prendre la valeur marchande avant le déplacement d'un terrain de taille et utilisé de manière identique, situé dans le voisinage des terrains concernés, en</p>	OUI	OUI	Certes, la compensation en nature est prévue par le CPR mais aucune acquisition de terre n'a été opérée par le PRAO-GN au point de remplacement des terres impactées

Thème	Cadre juridique guinéen	Politique opérationnelle 4.12 de la Banque Mondiale	Conformité du processus d'indemnisation		Commentaires
			Législation guinéenne	PO 4.12 de la Banque Mondiale	
		plus du coût des frais d'enregistrement et de cession.			
Déménagement des PAP	La législation guinéenne n'a pas prévu de dispositions spéciales	Après le paiement et avant le début des travaux	Non prévu	OUI	Aucune PAP n'a encore quitté les emprises du projet
Coûts de Réinstallation	Non mentionné dans la législation guinéenne	Payable par le projet	Non prévu	NON	Il a été noté des cas d'omissions et des non conformités sur les modes d'évaluation des impenses. Ainsi, le coût de la réinstallation n'est pas encore totalement défini et exécuté par le projet
Réhabilitation Economique	Non mentionné dans la législation guinéenne	Nécessaire dans les cas où les revenus sont touchés ; les mesures introduites dépendent de la sévérité de l'impact négatif	Non prévu	NON	Aucune mesure de réhabilitation n'a été notée dans le processus
Litiges	La législation guinéenne prévoit le règlement à l'amiable ou à défaut le recours judiciaire	Annexe A OP.4.12. par. 7 b) ; Annexe A OP.4.12 par. 16 c) Annexe A par. 17: prévoir les procédures judiciaires avec des délais raisonnables, un coût abordable et à la portée de tous en favorisant les mécanismes alternatifs tels que la conciliation, la médiation ou le recours à certaines autorités coutumières	OUI	OUI	Le mécanisme de gestion des griefs est bien mis en place et documenté.
Suivi et Evaluation	Non mentionné dans la législation guinéenne	Nécessaire	Non prévu	OUI mais partiellement	L'Expert sauvegarde et l'expert suivi évaluation du PRAO-GN s'occupe du suivi, mais le système n'est pas documenté dans le contexte du processus d'indemnisation

4. Proposition de mise en conformité à incorporer dans le Plan d'Actions de Réinstallation à préparer

Référentiel de la PO 4.12)	Exigences de la PO 4.12	Nature de l'action	Responsable mise en œuvre	Procédure	Indicateur	Notes et commentaires
Evaluation Structures & Compensation - Infrastructure	Remplacer à base des prix du marché par m2	Ajuster les montants des indemnisations sur la base des biens réellement impactés et selon les montants calculés par l'Auditeur	PRAO-GN	Conformité entre les impenses et les montants des indemnisations	100% des PAP ont signé leurs ententes et reçu leurs indemnisations pour les pertes de structures	Les indemnisations perçues par certaines PAP ne sont pas déterminées sur la base des structures inamovibles affectées par le projet.
Type de Paiement	Population dont les moyens d'existence sont tirés de la terre : préférence en nature avec des options non foncières (paiement en espèces, paiement en espèces combiné à des perspectives d'emploi ou de travail indépendant (Cf. OP4.12 para 11)3 Perte de biens : paiement en espèces acceptable selon trois cas (cf. OP4.12 para 12)4	Respecter, autant que possible, les choix des PAP en termes de mode de compensation	PRAO-GN	Conformité entre les modes d'indemnisation souhaités par les PAP Habitats et ceux offerts par le PRAO-GN	100% des PAP Habitats qui le souhaitent ont reçu leurs structures de remplacement	Les pertes de structures d'habitation étant définitives, le PRAO-GN devra privilégier le remplacement en nature avec la possibilité d'améliorer la nature des structures. Par contre, toutes les autres indemnisations pourront être faites en espèces dès lors qu'il est prévu une réinstallation des PAP outre qu'habitats sur le nouveau site à la fin des travaux
Compensation en nature	PO 4.12, par. 11: Les stratégies de réinstallation sur des terres devront être	Approfondir les possibilités de trouver un site de recasement des PAP Habitats en rapport	PRAO-GN / Chef du	Conformité avec le principe du	100% des PAP Habitats ont bénéficié	

Référentiel de la PO 4.12)	Exigences de la PO 4.12	Nature de l'action	Responsable mise en œuvre	Procédure	Indicateur	Notes et commentaires
–Critères de qualité	<p>privilégiées en ce qui concerne des populations déplacées dont les moyens d’existence sont tirés de la terre.</p> <p>A chaque fois que des terres de substitution sont proposées, les terres fournies aux personnes réinstallées doivent avoir une combinaison de potentiel productif, des avantages géographiques et d’autres facteurs au moins équivalents aux avantages des terres soustraites.</p> <p>ANNEXE A OP.4.12 par. 10 note 1 : Pour la compensation des terrains en zone urbaine, il faut prendre la valeur marchande avant le déplacement d’un terrain de taille et utilisé de manière identique, situé dans le voisinage des terrains concernés, en plus du coût des frais d’enregistrement et de cession.</p>	avec le District et sécuriser les propriétés foncières	District	remplacement à neuf	de nouvelles structures au moins équivalent à celles impactées avec amélioration	
Groupes Vulnérables	PO 4.12, par. 8: Pour que les objectifs de la politique de réinstallation	Prendre en compte les résultats d l’enquête socio-économique menée par l’auditeur et	PRAO-GN	Titre de propriété ou équivalent	100% des PAP vulnérables	

Référentiel de la PO 4.12)	Exigences de la PO 4.12	Nature de l'action	Responsable mise en œuvre	Procédure	Indicateur	Notes et commentaires
	soient pleinement respectés, une attention particulière est à porter aux groupes vulnérables au sein des populations déplacées, notamment les personnes vivant en deçà du seuil de pauvreté, les travailleurs sans terre, les femmes et les enfants, les populations autochtones, les minorités ethniques et toutes les autres personnes déplacées qui ne font pas l'objet d'une protection particulière dans la législation Nationale	approfondir les mesures spécifiques d'assistance destinées aux 06 PAP vulnérables Accompagner les PAP à trouver de nouvelles parcelles et sécuriser ces terres		attestant l'acquisition d'une nouvelle parcelle pour les 04 PAP vulnérables Niveau d'exécution des mesures particulières d'accompagnement social et d'appui aux PAP vulnérables	bénéficient de l'assistance demandée -100% des PAP ont repris leurs activités économiques ou en ont de nouvelles 100% des PAP Habitats vulnérables bénéficient d'une terre de réinstallation non loin du débarcadère	
Coûts de Réinstallation	Payable par le projet	Evaluer et payer les indemnités additionnelles aux PAP	PRAO-GN	Rapport d'achèvement du PAR	100% des indemnisations sont mises en place par le Projet 100% des PAP éligibles ont bénéficié des mesures d'assistance	Tout le coût supplémentaire de la réinstallation doit être supporté par le PRAO-GN
Suivi et Evaluation interne	Nécessaire	Mettre en place les mécanismes de suivi-évaluation tel que prévu par le	PRAO-GN	Rapport mensuel, trimestriel,	Niveau d'avancement de la	L'expert sauvegarde du PRAO-GN et son collègue du Suivi Evaluation se sont

Référentiel de la PO 4.12)	Exigences de la PO 4.12	Nature de l'action	Responsable mise en œuvre	Procédure	Indicateur	Notes et commentaires
		rapport portant CPR du PRAO-GN en suivant les indicateurs pertinents pour le Projet		semestriel ou annuel du PRAO-GN	réinstallation	certes occupés de la gestion environnementale et sociale du sous projet de Koukoudé et du suivi de la procédure d'indemnisation, mais l'Auditeur a noté une insuffisance de données sur le suivi
Mettre en place un processus participatif pour la préparation de la réinstallation des PAP dans le nouveau débarcadère	Politique s'appliquant à toutes les composantes du projet entraînant une réinstallation. Il est nécessaire d'éviter autant que possible la réinstallation des populations, prévoir des actions de réinstallation, en mettant en place les ressources suffisantes pour les personnes touchées, consulter les PAP de manière constructive, assister les personnes déplacées.	Les personnes déplacées temporairement doivent être réinstallées dans le nouveau débarcadère à la fin de son aménagement. A cet effet, le PRAO-GN doit s'engager officiellement à faciliter la participation et l'intégration des PAP dans le nouveau débarcadère. Ce processus devra démarrer le plus tôt possible afin de s'entendre sur les attributions, la jouissance des emplacements, le modèle d'emplacements, etc A ce titre, le PRAO-GN devra mettre en place un comité pour la préparation de la réinstallation. Les PAP seront membres dudit comité afin que le processus soit participatif, inclusif et transparent.	PRAO-GN	Rapport mensuel, trimestriel, semestriel ou annuel du PRAO-GN	100% des PAP (petits magasins et commerces) sont dynamiques dans le processus de préparation du site de réinstallation	Le PRAO-GN devra démarrer la consultation des PAP afin de mieux préparer leur réinstallation dans le futur débarcadère. A noter que l'aménagement devra bien prendre en compte les activités et besoins des PAP notamment en termes d'espace et de sécurité.

Référentiel de la PO 4.12)	Exigences de la PO 4.12	Nature de l'action	Responsable mise en œuvre	Procédure	Indicateur	Notes et commentaires
Renforcer les capacités des acteurs institutionnels impliqués dans la planification et la mise en œuvre de la réinstallation	Le CPR du PRAO-GN avait souligné la nécessité de renforcer les capacités des acteurs impliqués dans le processus de réinstallation afin de mener à bien les activités de suivi évaluation	Recruter un consultant en réinstallation chargé d'assurer la formation de renforcement de capacités du Projet ainsi que celles des acteurs impliqués dans la réinstallation	PRAO-GN	Maitrise des procédures de la Banque mondiale en matière de Réinstallation Involontaire	Compte rendu de la session de formation de renforcement de capacité	L'objectif de cette activité est de favoriser la maîtrise des procédures de la Banque mondiale en matière de Réinstallation Involontaire et surtout les mécanismes et indicateurs en matière de suivi –évaluation de la réinstallation.

5. Recommandations

Au terme de cet audit social, le Consultant constate que le processus d'indemnisation comporte certaines non-conformités vis-à-vis des engagements et exigences déclinés dans le Cadre de Politique de Réinstallation du PRAO-GN.

En effet, sur l'ensemble des 20 principes/exigences retenus, l'audit a décelé que douze (12) sont conformes, contre huit (08) non-conformités. Certes, le PRAO-GN a consenti beaucoup d'effort pour rendre exhaustif l'identification des PAP, mais ces dernières sont pour la plupart lésées car leurs impenses n'ont pas été correctement évaluées.

Etant donné qu'aucune PAP n'a encore déménagé, et que les principes majeurs de l'OP 4.12 tels que la participation, l'éligibilité, l'information et la gestion des litiges ont été respectés par le PRAO-GN, le Consultant estime que le gap en termes de conformité devra être comblé par la préparation et la mise en œuvre du Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) qui pourrait s'appuyer sur les données du présent audit social.

Parallèlement à la préparation du PAR, le PRAO-GN devra mettre en place un processus participatif et inclusif, afin de mieux préparer la réinstallation des PAP Places d'affaires.

En outre, le PRAO-GN devra approfondir l'analyse de la situation des 07 PAP vulnérables identifiées lors de cet audit afin de définir avec elles des mesures d'accompagnement adéquates.

De manière spécifique, l'accompagnement des personnes vulnérables doit se faire en fonction de leurs besoins spécifiques et il peut prendre différentes formes. Par exemple, un accompagnement personnalisé pourrait être nécessaire à différentes étapes du processus d'indemnisation : la sécurisation des indemnités, l'aide à la recherche ou pour la visite d'un nouveau logement, etc.

Ainsi, dépendant des facteurs fragilisant les personnes vulnérables, les fonds budgétisés pourraient être utilisés à diverses fins :

Assistance médicale ou psychologique à des périodes critiques, notamment durant le déménagement et la transition qui suit ;

- Formation technique ; ou
- Appui financier pour renforcer leur activité économique ou pour créer d'autres activités génératrices de revenus.

Toutefois, les mesures d'accompagnement devront être approfondies par le PRAO-GN qui pourrait être assisté par un Expert en réinstallation disposant d'une bonne expérience dans l'assistance aux groupes vulnérables

Aussi, le PRAO-GN devra renforcer ses capacités pour un meilleur suivi de la réinstallation, par le recrutement d'un Consultant spécialiste en réinstallation.